

BUREAU INDEPENDANT ANTI-CORRUPTION



RAPPORT ANNUEL 2018

RAPPORT ANNUEL 2018



Villa « La Piscine » - Ambohibao - BP 399 Antananarivo - Madagascar - E-mail: bianco.dg@moov.mg
Téléphone: 00 261 20 22 489 82 / 22 459 52 - Fax: 00 261 20 22 489 93
Site web: www.bianco-mg.org - Facebook: Bianco Madagascar

SOMMAIRE

LE MOT DU DIRECTEUR GENERAL	1
1- RESUME EXECUTIF	4
1.1- Année 2018: 1 ^{ère} année de la phase de confirmation des réformes	4
1.2- Evénements marquants de l'année 2018	6
1.3- Recommandations	9
2- PRINCIPALES REALISATIONS	11
2.1 -Activités opérationnelles	11
2.1.1.- Volet éducation	11
2.1.2 - Volet prévention	14
2.1.3.- Volet application de la loi	15
2.1.4.- Activités de communication	16
2.2-Ressources humaines et activités financières	23
2.2.1.- Ressources humaines	23
2.2.2 - Ressources matérielles et financières	25
4- CONTRAINTES VECUES ET SOLUTIONS ADOPTEES	34
5- PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2018	37
ANNEXES :	
ANNEXE 1 : TABLEAU SYNTHETIQUE DES REALISATIONS	40
ANNEXE 2 : SYNTHESE DU RAPPORT DES COMITES CONSULTATIFS	55

Listes des tableaux et des graphes

Tableau 1 : Mouvement du personnel au cours de l'année 2018	23
Tableau 2 : Evolution et répartition des crédits alloués pour 2018	25
Tableau 3 : Subventions accordées et versées en 2018	27
Tableau 4 : Emplois des crédits du budget général 2018 et comparaison des exercices 2017 et 2018	28
Tableau 5 : Désignation des matériels et objets engagés et acquis en 2018	29
Tableau 6 : Répartition des crédits disponibles pour 2018	30
Tableau 7 : Utilisation des subventions émanant des PTF en 2018	31
Tableau 8 : Acquisitions de matériels en 2018	32
Tableau 9 : Contraintes vécues et solutions adoptées par le volet Education	34
Tableau 10 : Contraintes vécues et solutions adoptées par le volet Prévention	35
Tableau 11 : Contraintes vécues et solutions adoptées par le volet Investigation	35
Tableau 12 : Contraintes vécues et solutions adoptées par le volet Communication	36
Tableau 13 : Contraintes vécues et solutions adoptées par le volet Ressources humaines, administrations et finances	36
Tableau 14 : Synthèse des réalisations du volet Education	40
Tableau 15 : Synthèse des réalisations du volet Prévention	42
Tableau 16 : Synthèse des réalisations du volet Communication	43
Tableau 17 : Situation des réalisations des activités de communication de proximité par Branche Territoriale	45
Tableau 18 : Récapitulation des activités réalisées lors de la Journée internationale de la Lutte Contre la Corruption	46
Tableau 19 : Ligne d'activités de la division Investigation	47
Tableau 20 : Répartition des doléances reçues du 01 janvier 2018 au décembre 2018	47
Tableau 21 : Traitement des doléances du 01 janvier au 31 décembre 2018	48
Tableau 22 : Résultat des investigations effectuées au cours de l'année 2018	48
Tableau 23 : Qualité et nombre des personnes poursuivies	49
Tableau 24 : Etat par infraction des dossiers transmis aux juridictions du 01 janv au 31 déc	52
Tableau 25 : Réception des déclarations de patrimoine au niveau national	53
Tableau 26 : Réception des déclarations de patrimoine - Assujettis HCC	53
Tableau 27 : Répartition par secteur des cas de corruption au cours de l'année 2018	54
Liste des graphiques	
Graphique 1 : Répartition des crédits alloués au titre de l'année budgétaire 2017 (en milliers d'Ariary)	26
Graphique 2 : Répartition des crédits alloués au titre de l'année budgétaire 2018 (en milliers d'Ariary)	26
Graphique 3 : Comparaison des crédits disponibles employés en 2018	29

Liste des abréviations

ACMIL	: Académie Militaire	JILCC	: Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption
ATT	: Agence du Transport Terrestre	LCC	: Lutte Contre la Corruption
ANTS	: Antsiranana	MFPTLS	: Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales
ATV	: Antananarivo Télévision	MJG	: Mahajanga
BAD	: Banque Africaine du Développement	OCAI	: Opérations Communales d'Appui Intégré
BIANCO	: Bureau Indépendant Anti-Corruption	OEMC	: Office de l'Education de Masse et du Civisme
BT	: Branche Territoriale	ONG	: Organisation Non Gouvernementale
CAA	: Chef d'Arrondissement Administratif	OPCI	: Organisme Public de Coopération Intercommunale
CCI	: Comité Consultatif en Investigation	ORTM	: Office de la Radio Télévision Malgache
CHU	: Centre Hospitalier Universitaire	OSC	: Organisation de la Société Civile
CIRDOMA	: Circonscription Domaniale	PAC	: Pôle Anti-Corruption
CIRGN	: Circonscription de la Gendarmerie Nationale	PAGI	: Projet d'Appui à la Gouvernance Institutionnelle
CIRTOPO	: Circonscription Topographique	PGA	: Paierie Générale d'Antananarivo
CISCO	: Circonscription Scolaire	PGDI	: Programme de Gouvernance et de Développement Institutionnel
CMSR	: Comité Mixte de Sécurité Routière	PIA	: Peloton InterArme
CNaPS	: Caisse Nationale de Prévoyance Sociale	PND	: Plan National de Développement
CPAP	: Country Program Action Plan	PNF	: Politique Nationale Foncière
CPAC	: Chaîne Pénale Anti-Corruption	PRD	: Plan Régional de Développement
CRINFP	: Centre Régional de l'Institut de Formation Pédagogique	PRLCC	: Politique Régionale de Lutte Contre la Corruption
CSB	: Centre de Santé de Base	PRMP	: Personne Responsable des Marchés Publics
CSFOP	: Conseil Supérieur de la Fonction Publique	RDB	: Radio Don Bosco
CSI	: Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité	RGA	: Recette Générale d'Antananarivo
CTD	: Collectivités Territoriales Décentralisées	RHI	: Réseau d'Honnêteté et d'Intégrité
CUA	: Commune Urbaine d'Antananarivo	RNM	: Radio Nationale Malagasy
DGE	: Direction des Grandes Entreprises	SAMIFIN	: Sampan-draharaha Miady amin'ny Famotsiam-bola
DGI	: Direction Générale des Impôts	SCAC	: Service de Coopération et d'Action Culturelle (Ambassade de France)
DIRAT	: Direction Inter-Régionale de l'Administration du Territoire	SCPC	: Service Central de Prévention de la Corruption
ECR	: Cabinet d'Etudes, de Conseil et d'assistance à la Réalisation	SNLCC	: Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption
EDBM	: Economic Development Board of Madagascar	STD	: Services Territoriaux Déconcentrés
ENAM	: Ecole Nationale d'Administration de Madagascar	TAFAMI	: Tantsoroka Fampandrosoana tsy Mitanila sy miorim-paka
ENAP	: Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire	TI	: Transparency International
ENMG	: Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes	TLR	: Toliara
ENEM	: Ecole Nationale de l'Enseignement Maritime	TMN	: Toamasina
FDL	: Fonds de Développement Local	TNR	: Antananarivo
FNR	: Fianarantsoa	TPI	: Tribunal de Premières Instance
GN	: Gendarmerie Nationale	TVM	: Télévision Malagasy
IAACA	: International Association of Anti-Corruption Authority	UNDAF	: Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement
IACA	: International Anti-Corruption Academy	UNODC	: United Nations Office on Drugs and Crime
IGE	: Inspection Générale de l'Etat		
IMATEP	: Institut Malgache des Techniques de Planification		
INSPC	: Institut National de la Santé Publique et Communautaire		
IPC	: Indice de Perception de la Corruption		
ISTA	: Institut Supérieur de Technologie d'Ambositra		

LE MOT DU DIRECTEUR GENERAL



L'année 2018 a été marquée par le début de la 2ème Phase de mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption (2018/2019), dite « Phase de confirmation des réformes », qui consistait en la mise en place et l'opérationnalisation des structures, définies par les instruments juridiques s'y rapportant au cours de la 1ère phase. Le retard dans l'adoption des textes n'a malheureusement permis de mettre en place et d'opérationnaliser au cours de 2018, que le Pôle anti-corruption (PAC) d'Antananarivo. En effet, l'attente de l'adoption de la Loi sur le recouvrement des avoirs illicites, et de l'adoption du décret d'application de la loi n° 2016.20 du 20 août 2016 sur la stratégie sectorielle, continuent d'impacter négativement sur cette 2ème étape de mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption.

Toutefois, malgré ces insuffisances, des avancées significatives de la lutte contre la corruption ont marqué l'année 2018. La loi sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme a été finalement adoptée par le Parlement le mois de décembre, et la Haute Cour de Justice, censée combattre l'impunité de nos dirigeants, a été également mise en place. Dans les 3 volets de son intervention, le Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO) a réalisé tout au long de l'année, des actions qui ont eu des effets favorables sur la perception de tout le système anti-corruption. Quelques-unes de ces actions méritent ainsi d'être mentionnées.

Dans le domaine de l'application de la loi, des hauts dignitaires de l'Etat encore en exercice, impliqués dans des faits de corruption ont été auditionnés, dont 2 ministres, 8 députés et 2 sénateurs. Par ailleurs, les partenariats avec les associations et les ONG œuvrant pour la protection de l'environnement ont permis d'obtenir des résultats positifs dans le démantèlement des réseaux de trafiquants de nos ressources naturelles.

En ce qui concerne le volet éducation, conscient que le meilleur moyen de combattre la corruption est de s'assurer d'une génération future refusant la corruption, des efforts ont été particulièrement déployés pour développer le Réseau d'Honnêteté et d'Intégrité (RHI) dans toute l'île, et qui nous ont permis d'intégrer 18 nouveaux établissements scolaires pour l'année 2018.

Dans le cadre du volet de la prévention de la corruption, nous avons axé nos efforts pour renforcer notre vigilance pour sécuriser les concours administratifs contre toutes velléités de fraudes et de corruption, par l'utilisation pour la 1ère fois, de caméras de surveillance dans les salles de correction et de traitement des données. Le volet de la prévention a été également marqué l'année dernière par les actions entreprises pour combattre une forme de corruption, toujours existante mais faiblement mise en cause : la Corruption basée sur le Genre, pour que le sexe n'influence plus sur une quelconque prise de décision professionnelle. Dans ce sens, des études ont été menées pour en identifier les diverses formes, et des campagnes de sensibilisation avec l'aide de nos partenaires, seront effectuées à partir de cette année, afin de mieux se prévenir efficacement contre ce fléau dans tout Madagascar.

Le BIANCO a également apporté sa contribution dans la lutte contre toutes formes de corruption, au cours de l'élection présidentielle de 2018, en engageant des équipes de proximité, prêtes à agir assez rapidement, à travers des missions d'antennes mobiles déployées dans plusieurs régions de Madagascar. Malgré que de nombreuses récriminations aient été faites sur le déroulement du 1er et du 2nd tours de l'élection,

le BIANCO n'a été finalement saisi que d'une vingtaine de doléances se rapportant beaucoup plus, sur des faits qui ne constituent pas des infractions de corruption et assimilés, donc ne relevant pas de ce fait de la compétence du BIANCO. Il en est ainsi plus particulièrement de « l'achat de vote » que beaucoup de doléants ont considéré comme un fait de corruption.

Les efforts qui ont été menés sans relâche, depuis les trois premières années de mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption (SNLCC), ont commencé à porter leurs fruits, à travers une nette amélioration de l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) de Madagascar pour cette année 2018, passant d'une note de 24 sur 100 en 2017 à 25 sur 100 en 2018. Ce qui est quand même à saluer car cette augmentation constitue une première depuis l'année 2012.

Les résultats des évaluations faites par l'agence Afrobaromètre pour 2018 ont également permis de constater l'amélioration de la perception des citoyens sur le BIANCO, dont près de 90% lui accordent leur confiance.

Aussi, si une avancée est perceptible, par contre beaucoup reste à faire, mais tous les espoirs sont permis au regard de la volonté manifeste de combattre la corruption dont a fait preuve le pouvoir depuis le début de cette année.

Je ne me lasserai jamais de l'affirmer, aucune lutte contre la corruption ne pourrait réussir sans une réelle volonté politique de la part de l'Etat. Nous osons espérer que cette année, puisse apporter au Peuple Malagasy l'espoir de cette volonté politique qu'il attend de la part de ses dirigeants, et que la lutte contre la corruption soit vraiment une priorité de l'Etat à Madagascar.

Toutefois, même si la volonté de nos dirigeants sera là, que pourront-ils faire sans l'adhésion massive de toute la population à la lutte contre la corruption ? C'est dans ce sens que nous avons choisi pour cette année 2019, un slogan sensibilisant chaque citoyen que « seule la mobilisation de toutes les entités dans la lutte contre la corruption garantit un développement humain durable de Madagascar ». En effet, en s'abstenant de donner et de recevoir toutes formes de gratifications illicites, chaque citoyen contribue à la lutte contre la corruption.

Je tiens particulièrement à saluer la participation active de la Société Civile, pour l'instauration de la bonne gouvernance et de l'Etat de droit dans notre pays, et sans laquelle, nous ne pourrions jamais réussir cette longue lutte contre la corruption. Une mention particulière pour le mouvement ROHY, avec qui, nous étions très actifs, notamment au cours de l'élection présidentielle de 2018, à travers le Projet FANDIO.

Mes remerciements vont également à tous nos partenaires techniques et financiers pour leur précieux soutien à la réalisation de toutes les activités effectuées au cours de l'année 2018, et qui font l'objet du présent rapport.

Conformément à la loi, mon mandat comme Directeur Général du BIANCO va se terminer vers la fin du 1er semestre de cette année. Qu'il me soit ainsi permis d'adresser tous mes remerciements et toute ma reconnaissance, à tous ceux qui m'ont soutenu et encouragé dans la difficile mission qu'on m'a confié.

Mes remerciements vont en premier lieu à Dieu, sans qui rien n'a été possible, mais avec qui, par contre tout a été rendu possible. Mes remerciements vont ensuite à l'endroit de mes proches et de tous mes amis qui m'ont soutenu dans les moments difficiles, ainsi qu'à l'endroit de tous les personnels du BIANCO, qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour la réussite de notre noble mission, et ce, malgré les risques encourus et le peu de moyens dont on a pu disposer.

Je termine mon mandat avec le sentiment d'avoir servi loyalement et humblement mon pays en ayant donné le meilleur de moi-même. Mon seul regret, est de n'avoir pas pu atteindre les objectifs que je me suis fixé, mais au regard de la volonté politique dont fait preuve l'Etat depuis le début de cette année, je suis très confiant que la lutte contre la corruption aura un meilleur avenir dans notre pays, et que les objectifs fixés par la SNLCC seront atteints en 2025. Aussi, j'exhorte chaque citoyen, chaque responsable, à faire encore plus, pour le bien de la génération future ! « La grandeur des actions humaines se mesure à l'inspiration qui les fait naître » disait Pasteur. Continuez à être inspiré, à faire de la folie votre propre norme, à cultiver les idées et à grandir avec les autres pour que la société entière change avec nous !

Ma mission au sein du BIANCO va se terminer, mais je vais continuer la lutte contre la corruption dans le cadre de mon nouvel engagement au sein du Conseil Consultatif de l'Union Africaine sur la corruption, dont la mission est de rendre effective la prévention de la corruption dans tous les Etats membres de l'Union Africaine.

1

RESUME EXECUTIF

1.1- Année 2018 : 1ère année de la Phase de confirmation des réformes : commencer par opérationnaliser les bases des réformes

Le Plan de mise en œuvre (PMO) de la Stratégie nationale de la lutte contre la corruption (SNLCC) préconise 3 phases pour atteindre l'objectif fixé de libérer en 2025 de l'emprise de la corruption, les programmes de développement économique, social et environnemental. Si la 1ère phase appelée « essai de réformes », entamée dès l'année de l'adoption de la SNLCC en 2015, s'est achevée en 2017, la 2ème phase dite « confirmation des réformes » a commencé l'année dernière, et devait se terminer cette année. Si la 1ère phase visait l'adoption des normes juridiques indispensables, la 2ème phase devait consister en la mise en place et en l'opérationnalisation des structures de mise en œuvre, définies au cours de la 1ère phase.

C'est ainsi que les efforts ont été axés pour l'année 2018, sur l'opérationnalisation des bases des réformes, avec comme priorisation le volet de l'application de la loi, afin de mieux combattre l'impunité, qui reste un obstacle majeur pour l'avancée de la lutte contre la corruption à Madagascar. Dans ce sens, en application de la loi n° 2016.021 du 22 août 2016, le Pôle Anti-Corruption d'Antananarivo a été mis en place au cours du 2ème semestre de l'année 2018.

Toujours dans cette même approche, une campagne intense de renforcement des capacités de nos investigateurs a été réalisée au cours de l'année 2018. Par ailleurs, des formations spécifiques se rapportant à différentes thématiques, et des séries de stage paramilitaire et d'exercice de la police judiciaire, ont été organisées pour la 1ère fois à l'Ecole Supérieure de la Gendarmerie Nationale de Moramanga, au profit de tous les enquêteurs du BIANCO.

Cette vaste campagne de renforcement de capacité n'a pas encore impacté le nombre de dossiers transmis aux juridictions pour cette année 2018, si on se réfère à l'année 2017 (179 en 2018 contre 175 en 2017). Cependant, il convient de signaler que la continuité des efforts quant au traitement des dossiers dits « sensibles », mettant en cause de hautes personnalités¹, ou qui ont des impacts financiers importants, a permis de relever le niveau de confiance des citoyens à l'égard du BIANCO². Il a été par contre constaté en 2018, une régression du règlement des dossiers afférents à des faits dits de « petite corruption ». Un tel constat des faits a conduit à la mise en œuvre à partir de cette année, d'une nouvelle orientation de la politique pénale, qui devrait tenir compte de ces deux catégories de faits de corruption.

En attendant l'adoption du décret d'application de la loi n°2016.020 du 22 août 2016 sur la lutte contre la corruption, concernant la gestion dynamique des déclarations de patrimoine, il a été procédé au cours de l'année 2018, à la saisie informatique de près de 12.500 déclarations déposées par les assujettis au cours de l'année 2017. Ce système devrait permettre à terme de faire des déclarations en ligne, afin d'améliorer la gestion des bases de données et permettre notamment de détecter les cas éventuels d'enrichissement illicite.

Le défi qui reste à relever dans ce domaine concerne la publication des déclarations de patrimoine, et ce, conformément aux recommandations des Conventions des Nations Unies et de l'Union Africaine sur la lutte contre la corruption.

Dans le volet éducation, les jeunes ont été au centre des priorités, au regard du thème adopté pour l'année 2018 : « **une jeunesse sans corruption, responsable, citoyenne et engagée dans le processus de développement du pays** ». Aussi, 16 nouveaux établissements ont intégré le Réseau d'Honnêteté et d'intégrité (RHI) dans tout Madagascar, confirmant l'engagement des jeunes pour une génération future sans corruption.

¹Les investigations ont concerné en 2018, 3 ministres, 2 sénateurs et 8 députés.

²Rapport Afrobaromètre 2018 : « Plus de 3 Malgaches sur 4 affirment que le niveau de corruption à Madagascar a beaucoup augmenté ». Par contre, « Une très grande majorité (87%) des Malgaches jugent qu'il est « très probable » de faire réagir le BIANCO s'ils signalent un acte de corruption ».

En termes de prévention, les efforts pour assainir les différents concours administratifs organisés au niveau national ont été redoublés au cours de l'année 2018. Dans ce sens, le BIANCO a accompagné 12 concours administratifs dans toutes les phases de leur réalisation, et 5 autres ont fait l'objet d'un suivi ne concernant que l'étape finale. Ces actions d'encadrement ont abouti à l'annulation d'un concours, dont l'organisation et le déroulement n'ont pas respecté les dispositions préventives mises en place.

La mise en œuvre de la lutte contre la corruption dans le secteur public, a connu quelques difficultés en l'absence d'un acte réglementaire d'application de la stratégie sectorielle prévue par la loi n° 2016.020. Néanmoins, en collaboration avec les entités cibles, il a été mis en place en 2018, 270 Cellules Anti-Corruption (CAC), dont 116 au niveau des Services Techniques Déconcentrés (STD), et 154 au niveau des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD). Par ailleurs, 43 communes dont 10 à Antananarivo, 18 à Antsiranana, et 15 à Mahajanga, ont été appuyées en 2018, par le BIANCO en partenariat avec le GIZ dans le cadre du projet PAGI, dans la mise en place et l'opérationnalisation des standards de service.

Dans le cadre de la réduction des trafics illicites des ressources naturelles à Madagascar, qui constitue un des axes prioritaires de la SNLCC, une étude de la gouvernance et audit des risques de corruption, de fraude et de trafics illicites a été réalisée au cours de l'année 2018, au niveau de 4 aéroports Internationaux, à savoir : Ivato, Nosy Be, Sainte Marie et Toamasina. L'application des recommandations émises par le consultant, visant à réduire les risques identifiés devrait permettre d'obtenir des meilleurs résultats dans ce volet dans les années à venir. Il est important également de souligner que la mise en œuvre effective du partenariat avec les ONG défenseurs de l'environnement, entre autres le VOARY GASY et le WWF, a permis au cours de 2018, de traiter avec succès des dossiers concernant des trafics illicites de nos faunes.

L'année 2018 a été également marquée par une étude menée afin de mesurer l'envergure de la corruption basée sur le genre à Madagascar. En effet, en l'absence d'une telle étude, il n'a pas été possible jusqu'à ce jour, de dégager un état des lieux de référence pour établir des stratégies et des plans d'actions adaptées contre cette forme de corruption souvent ignorée. Les résultats de l'étude devrait permettre cette année, d'élaborer des outils de sensibilisation du public sur les diverses manifestations de cette forme de corruption.

Le volet de l'éducation citoyenne a été particulièrement mis en exergue tout au long du processus de l'élection présidentielle. La collaboration avec le Mouvement ROHY, par le biais du projet FANDIO, a permis au BIANCO de réaliser dans les 7 régions d'intervention des activités de sensibilisation et d'éducation touchant à l'importance d'une élection transparente dans la mise en place de la bonne gouvernance et de l'Etat de droit. Elargi à d'autres organismes étatiques et de la société civile, ce partenariat s'est érigé en un comité paritaire qui a élaboré une Charte de bonne conduite et d'intégrité des candidats à l'élection présidentielle. Seulement 13 candidats sur les 36 inscrits ont signé cette charte, s'engageant de ce fait à adopter un très haut niveau de comportement éthique tout au long du processus électoral. Le comité paritaire a assuré le suivi de la mise en œuvre de cette charte sur l'ensemble du territoire, à travers un point de presse hebdomadaire rapportant au public les agissements et dérives de tous les candidats.

En matière de **Ressources Humaines**, l'accroissement des activités, résultant notamment de l'augmentation de demandes de partenariat faites par des entités tant publique que privée, a nécessité le renforcement des moyens humains. Ainsi, les procédures de recrutement opérées en 2018 ont permis d'atteindre le même nombre de personnels qu'en 2011, soit au total 184.

Facteur déterminant de l'efficacité, il a été également organisé au cours de l'année 2018, au niveau du département des ressources humaines, plusieurs actions de renforcement de capacités, qui ont concerné pour la formation à l'extérieur, 18 membres du personnel et autres pour la formation nationale. Par ailleurs, pour la 1ère fois dans l'histoire du BIANCO, un regroupement national impliquant tous les membres du personnel, a été effectué à l'Académie Militaire à Antsirabe, du 24 au 28 septembre 2018, dont l'objectif prioritaire était d'améliorer l'interaction dans la mise en œuvre des activités. Des séances de formations paramilitaires ont été également organisées au cours de ce regroupement national, dont des exercices de tirs.

A part les programmes de renforcement des capacités au niveau national, il convient de mentionner également qu'en 2018, 12 personnel du bureau ont participé à des visites/échanges internationaux, et 12 autres à des conférences internationales.

Sur le plan **financier**, les crédits alloués par l'Etat au BIANCO en 2018 ont connu une augmentation assez significative. En effet, en 2018, l'Etat a alloué 40% de crédits en plus au BIANCO par rapport à 2017. Cette augmentation a permis de renforcer les moyens opérationnels, à travers des acquisitions de véhicules et de matériels informatiques, entre autres.

Afin d'assurer une meilleure visibilité de toutes ces réalisations, le BIANCO a publié **27 communiqués de presse**, à part les couvertures médiatiques et autres reportages à l'initiative des médias, tout au long de l'année 2018. En termes de communication de masse, il est à noter que de nouveaux supports visuels ont été installés dans 13 districts de Madagascar, sous forme de 25 panneaux totalisant 35 faces, avec 27 maquettes d'affiches différentes.

1.2- Evénements marquants

En mars 2018, une cérémonie de distribution de prix a été organisée pour les communes les plus méritantes en termes de mise en place de standards de service. Cet événement s'inscrit dans le cadre du renforcement de la prévention de la corruption dans les circonscriptions administratives et les collectivités territoriales décentralisées, avec l'appui du projet allemand PRODECID.

La commune rurale de Talata Volonondry, classée 2ème, félicitée par le PRODECID via son Directeur adjoint M. Parfait RANDRIANITOVINA (au milieu)



En avril et juin 2018, les investigateurs du BIANCO ont suivi une formation paramilitaire de trois semaines à l'Ecole Supérieure de la Gendarmerie Nationale à Moramanga. A part les séances d'entraînement physique, ils ont renforcé leur capacité en matière de techniques d'enquêtes et de police judiciaire.

Les investigateurs du BIANCO reviennent sur les bancs pour renforcer leur capacité

L'Application de la Loi a également été renforcée depuis la mise en place et l'opérationnalisation du Pôle Anti-Corruption (PAC) en 2018. En effet, une formation sur le renforcement de la technique d'investigation a été dispensée par des experts étrangers au profit des juges du PAC et des investigateurs du BIANCO à l'Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes, en mai 2018.



Les investigateurs du BIANCO ainsi que les juges du PAC ont renforcé leur capacité en matière d'application de la loi – 14 mai 2018 à l'ENMG

Par ailleurs, une table ronde a été organisée en juin 2018, afin de présenter aux partenaires techniques et financiers le rapport d'activités 2017 du BIANCO et de solliciter leur appui pour la poursuite des actions de lutte contre la corruption à Madagascar.

A la suite de cette rencontre, en juillet 2018, une délégation de l'Union européenne est venue discuter avec le Directeur général du BIANCO sur les opportunités d'appui à la lutte contre la corruption à Madagascar.

L'Union Européenne reste attentive à la Lutte Contre la Corruption à Madagascar ▶



Au plan des relations avec les institutions, le BIANCO conduit par son Directeur général a effectué une visite de courtoisie auprès du nouveau Premier Ministre NTSAY Christian. La rencontre a été mise à profit pour discuter des chantiers jugés prioritaires dans la lutte contre la corruption, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de la politique sectorielle au sein de l'Administration Publique.

◀ **L'assainissement de l'administration publique a été au menu**

De juillet à août 2018, une série de convention a été engagée avec diverses entités, entre autres, le Sampana Fototra Laika (SFL) – la branche laïque de l'Eglise FJKM, la JIRAMA, l'ENAM, le GIZ, le HFKF- Hetsika Fampiraisana Kristianina ho an'ny Firenena, l'ACMIL pour renforcer l'Education et la Prévention dans la lutte contre la corruption.



La branche laïque de l'Eglise de Jésus Christ (FJKM) se mobilise contre la corruption. Une convention a été signée avec le BIANCO.

Pour la première fois, en collaboration avec le PNUD, la Corruption Basée Sur le Genre (CBSG) a fait l'objet d'une étude approfondie. Cette nouvelle forme de corruption commence à gagner de l'ampleur dans le monde professionnel. Un atelier de restitution de ladite étude a été ainsi financé par le PNUD.



Enfin, tout le personnel du BIANCO s'est réuni à l'Académie Militaire à Antsirabe du 24 au 28 septembre 2018. Ce regroupement national a été organisé pour discuter de la conduite à tenir et de la vision commune pour mener à bien la lutte contre la corruption, conformément aux prescriptions de la nouvelle SNLCC et des nouveaux textes de lois sur la corruption, tout en s'attachant à développer l'esprit d'équipe et de raffermir la cohésion en interne.



Retrouvailles de tout le personnel du BIANCO à Antsirabe pour asseoir une vision commune dans la mission de lutte contre la corruption

1.3- Recommandations

L'année 2019 sera véritablement une année de défi pour rattraper le retard pris dans la mise en œuvre de la 2^e phase de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption (SNLCC), au regard du changement du contexte politique qui s'est opéré dans le pays, et compte tenu de la fin du mandat du Directeur Général au début du 2^e semestre.

Après les échéances électorales mettant en place un nouveau régime, et une nouvelle Assemblée Nationale, le pays devrait amorcer un virage décisif pour lutter contre la corruption et contre toutes formes de pratiques contraires à la bonne gouvernance et l'Etat de droit, afin d'atteindre les objectifs définis par le Président de la République à travers la Politique Générale de l'Etat.

Le défi est grand pour tous les acteurs de la Lutte Contre la Corruption. Il est surtout demandé à l'Etat de maintenir la détermination de lutter contre la corruption qu'il a affichée depuis le début de l'année. Il doit montrer son leadership et sa ténacité dans la mise en œuvre de la SNLCC, pour que les mesures adoptées soient appliquées et menées à leur terme, et pour qu'elles produisent des impacts immédiats à l'endroit de la population la plus vulnérable.

Au regard de ce défi, le BIANCO recommande :

Au Parlement :

- l'adoption du projet de loi sur le recouvrement des avoirs illicites qui constitue un des moyens pour combattre efficacement la corruption, en privant aux délinquants la possibilité de jouir des biens mal acquis, et en offrant à l'Etat la possibilité de récupérer pour le compte des citoyens les biens qui leur ont été illégalement substitués ;
- l'adoption du projet de loi sur la transparence et l'accès à l'information qui constitue un pilier efficace de la prévention de la corruption.

Au Gouvernement :

- l'adoption des décrets d'application de la loi n° 2016-020 du 22 août 2016, sur la stratégie sectorielle et sur la gestion dynamique des déclarations de patrimoine pour mieux combattre la corruption dans le secteur public ;
- l'accélération de la mise en place des Pôles Anti-Corruption dans les 5 autres provinces de Madagascar pour permettre au système judiciaire Malagasy de se doter d'instrument juridique capable de poursuivre et de juger en toute indépendance les faits de grandes corruptions potentiellement détectées ;
- la mise en place effective de toutes les dispositions garantissant la transparence et le plafonnement des financements des partis politiques et des campagnes électorales ;
- la révision des dispositions de la Constitution pour qu'aucune immunité ni privilège de juridiction ne soit plus opposable à la poursuite et au jugement de toutes autorités et responsables publics, pour des faits de corruption définis par la loi n°2016.020 du 22 août 2016 ;
- la mise en place dans les meilleurs délais d'une Agence de recouvrement des avoirs frauduleux, pour d'une part permettre la confiscation et la gestion des avoirs illicites issus de la grande corruption, et d'autre part, pour assurer le financement du Programme National Anti Corruption ;
- l'intégration d'un programme de Lutte Contre la Corruption et de civisme dans les cursus de formation depuis l'enseignement primaire ;
- l'octroi à tous les acteurs du système anti-corruption des moyens financiers et matériels suffisants pour leur permettre de remplir leur mission, et ce, conformément aux indications de la SNLCC ;
- l'inscription dans le budget de chaque ministère et établissement public d'une rubrique Lutte Contre la Corruption pour financer les activités anti-corruption planifiées dans le cadre de la politique sectorielle de la Lutte Contre la Corruption ;
- la prise de dispositions pour que le recrutement dans la fonction publique se fasse exclusivement par voie de concours, organisé par une agence indépendante ;
- la mise en place des mécanismes de transparence, de mercuriale de prix, ainsi que de contrôle efficace pour assainir la passation des marchés publics ;
- la mise en œuvre des politiques internes de lutte contre la corruption au sein de chaque ministère, administration générale, déconcentrée et décentralisée, établissement public et société à participation publique conformément aux dispositions de la loi n°2016.020 du 22 août 2016 ;
- l'adoption du décret de restructuration du BIANCO pour se conformer davantage à ses mandats relatifs à l'éducation, à la prévention et à l'application de la loi.
- la mise en place des antennes régionales du BIANCO pour rendre effective la politique de proximité et pour mieux répondre aux aspirations de la population dans les zones reculées ;

- la mise en place de dispositifs réglementaires ou financiers permettant aux agents de l'Etat de combattre et résister à la corruption ;
- la réflexion sur des dispositifs législatifs ou réglementaires de conformité incitant et sanctionnant la conformité des entreprises du secteur privé par rapport à la Lutte Contre la Corruption ;
- la mise en place d'un système de reconnaissance et de sanction positive des agents reconnus "intègres".

Au secteur privé :

- l'adoption d'une politique clairement formulée et visible bannissant la corruption, encourageant le respect des mesures de conformité par rapport à la corruption, la mise en place des procédures disciplinaires pour répondre à leur violation, et la création de coalitions spécifiques pour défendre l'éthique dans les interactions publics-privés.

Aux partenaires techniques et financiers :

- le soutien des efforts du BIANCO pour l'amélioration de sa performance, notamment dans le cadre du renforcement des capacités de son personnel, dans l'appui au financement de ses activités, tout comme leur contribution aux réflexions stratégiques menées par le BIANCO, et ses partenaires, sur la mise en œuvre de la Stratégie Nationale.

A la société civile :

- l'adoption d'une action collective de refus de subordination de la part des organisations ayant une action sociale (syndicats, organisations charitables) aux partis politiques ;
- l'intensification des actions visant à éduquer la population à être beaucoup plus responsable face au repli citoyen, pour dénoncer les faits de corruption et autres abus perpétrés par les autorités publiques au détriment de l'intérêt général.

Aux agents publics :

- de s'imprégner de l'esprit de tous les dispositifs anti-corruption notamment celui du décret n°2003-1158 portant code de déontologie de l'administration et de conduite des agents de l'Etat.
- de contribuer activement à la prévention de la corruption ainsi qu'à l'éducation des usagers du service public.

Aux institutions culturelles et religieuses :

- l'insistance sur des messages anti-corruption martelant la contradiction entre la corruption et la religion.

A chaque citoyen :

- la participation active à la Lutte Contre la Corruption, notamment en refusant de la pratiquer et/ou de l'accepter, quelles que soient les circonstances qui peuvent l'obliger à le faire.

2

PRINCIPALES REALISATIONS

2.1- ACTIVITES OPERATIONNELLES

2.1.1.- En matière d'Education

Les principales activités menées auprès de toutes les Branches Territoriales ont été focalisées sur quatre thématiques : l'éducation des jeunes notamment la promotion du Réseau d'Honnêteté et d'Intégrité (RHI), la mobilisation des acteurs étatiques, la collaboration avec les OSCs et les professionnels du secteur privé.

- Au titre de 2018, 16 RHI dans les établissements scolaires ont été nouvellement créés, par contre sur les 79 prévus initialement à redynamiser au début de l'année, l'équipe du volet Education a pu rendre opérationnels 89 RHI. Le choix d'entretenir et de pérenniser les RHI déjà existant est jugé pertinent et judicieux étant donné les facteurs endogènes (insuffisance des moyens humains, matériels et financiers) et les facteurs exogènes (volonté manifeste des chefs d'établissement, enthousiasme des élèves, disponibilité du coach,...) qui entrent en jeu dans la création des RHI.



*Mobilisation du RHI du Lycée Challenge Ambilobe – Antsiranana
avec le Directeur Territorial et son collaborateur*

- D'autre part, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Sectoriel de l'Education (PSE) initié par le Gouvernement actuel à travers les trois Ministères en charge de l'Education, l'insertion de la dimension anti-corruption dans tous les cycles de l'Education Fondamentale jusqu'au niveau secondaire mérite d'être exploitée à bon escient et force est de mentionner que cette collaboration est en bonne voie par rapport au chronogramme du PSE. L'accord de principe est acquis et conforme à la réforme circulaire prévue dans le PSE.

- Le renforcement de la collaboration avec le Ministère en charge de l'Education pour l'insertion du module lié à la lutte contre la corruption dans le cursus scolaire fait partie des activités majeures et continues du volet Education.

- Comme l'engagement citoyen à la base est une des conditions sine qua non de la réussite de la lutte contre la corruption, la collaboration avec les OSCs crédibles et ramifiées dans plusieurs régions de l'Ile, comme organisme relais, s'avère nécessaire voire indispensable pour combattre fermement la corruption. Ainsi, la multitude des entités prêtes à collaborer avec le BIANCO a marqué l'exercice 2018. Organisation confessionnelle, association / organisation d'envergure nationale et internationale entre autres, Sampana Fototra Laika au sein de l'église FJKM, Hetsika Fampiraisana Kristianina ho an'ny Firenena (HFKF), la Transparency International ont manifesté leur volonté de collaborer avec le BIANCO.



Signature de collaboration entre le HFKF et le BIANCO le 20 sept 2018, pour renforcer la lutte contre la corruption

Le secteur public et semi étatique constituent également des partenaires privilégiés du BIANCO pour l'année écoulée. Au niveau central, il s'agit de la Direction Générale des Services Fonciers et de la société JIRAMA. La mobilisation des agents publics à adopter une culture d'éthique et de transparence dans la conduite des affaires publiques ainsi que l'appropriation des codes de conduite figure parmi les activités d'appui. A l'échelle territoriale, le BIANCO a pu développer également des partenariats. La signature médiatisée de la convention de partenariat avec la Société à Port Autonome de Toamasina (SPAT) et la Branche de Toamasina est un événement marquant et l'accompagnement de l'équipe de la Division Education-Prévention de Toamasina à la SPAT dans le processus de la mise en place de la Cellule Anti-Corruption en son sein constitue un enjeu majeur dans la lutte.



Poignée de main entre les deux DG (celui de la SPAT à dr) après la signature de convention entre le BIANCO et la SPAT

- Quant à la mobilisation du grand public, l'équipe du BIANCO a sensibilisé 40 990 personnes dont 6 095 personnes à Antsiranana, 4 507 à Fianarantsoa, 1 063 à Mahajanga, 7 099 à Toamasina, 13 276 à Antananarivo et 8 950 à Toliara (cibles confondues : Agents publics, Jeunes en milieu scolaire, leaders et membres des OSC partenaires, ...).

- Pour ce qui est de l'éducation citoyenne tout au long du processus électoral, durant l'élection présidentielle, la franche collaboration avec le Mouvement ROHY dans sept Régions d'intervention par le biais du projet FANDIO mérite d'être signalée notamment la participation effective du BIANCO à l'élaboration de la Charte de bonne conduite et d'intégrité des candidats pour une élection présidentielle apaisée, crédible et transparente.

Un des 46 candidats pour la présidentielle qui a signé la charte de bonne conduite ►



- Une des activités innovantes financée par le PNUD durant l'année 2018 est l'élaboration d'outils de sensibilisation sur la corruption basée sur le genre à Madagascar. Jusqu'à présent, aucune étude ni action n'a été réalisée pour permettre de dégager un état des lieux exact, qui pourra servir, par la suite, de résultats de diagnostic de référence pour établir les stratégies et plan d'actions adaptées. C'est dans cette optique qu'une étude a été menée afin de mesurer l'envergure de la corruption basée sur le genre à Madagascar. Il faut attendre l'année 2019 pour la mise en œuvre d'une telle activité.



Vue partielle des participants à l'atelier sur la corruption basée sur le genre, tenu au « Le Pavé » avec le PNUD – 17/08/18

- Comme à l'accoutumée, la fin de l'exercice est marquée par l'organisation de la célébration de la Journée Internationale de lutte contre la corruption, le 9 décembre. Cette année, la ville d'Antsirabe, du ressort de la Branche Territoriale d'Antananarivo, a été choisie pour accueillir la célébration nationale avec l'appui financier du PNUD. Environ 1 700 personnes ont été mobilisées.

En bref, les interventions en matière d'Education ont été menées aussi bien au niveau central qu'auprès des Branches Territoriales afin d'assurer progressivement une couverture géographique raisonnables selon les moyens disponibles. Ces diverses actions éducatives se complètent avec les appuis en termes de Prévention.

2.1.2.- En matière de Prévention

Le plan de mise en oeuvre de la lutte contre la corruption préconise également le renforcement et la continuité du processus de Prévention aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. Des actions préventives ont été donc initiées et apportées dans le but d'améliorer l'intégrité, la probité, la transparence, l'efficience et l'efficacité de l'administration publique et privée.

- La priorité a été accordée à la transparence et à la sincérité des modes de recrutement dans la fonction publique, à travers l'assistance à l'organisation de douze (12) concours administratifs au niveau national pendant les différentes phases de réalisation et de 05 concours administratifs dans les Branches Territoriales du BIANCO. Malgré les efforts déployés dans le processus de suivi, force est de constater que la totale satisfaction des candidats en matière de sécurisation n'est pas encore acquise.

- Concernant la lutte contre la corruption sur les axes routiers, 06 nouveaux comités mixtes de sécurité routière ont été créés pour mettre en œuvre les mesures anti-corruption.

- Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique sectorielle anti-corruption, deux cent soixante-dix (270) cellules anti-corruption ont été mises en place au niveau national dont cent seize (116) au niveau des services déconcentrés de l'Etat et cent cinquante-quatre (154) auprès des collectivités territoriales décentralisées.

- Concernant la réduction des trafics illicites des ressources naturelles à Madagascar, une étude de la gouvernance et audit des risques de corruption de fraude et des trafics illicites a été réalisée au niveau des quatre aéroports Internationaux : Antananarivo, Nosy Be, Sainte Marie et Toamasina. La mise en œuvre des plans d'actions mérite un suivi particulier pour les prochaines années. Parallèlement, trente-trois (33) donneurs d'alertes et vingt-cinq (25) membres des réseaux d'acteurs, répartis dans toute l'Ile, sont opérationnels afin de fournir au BIANCO des informations et de transmettre des renseignements sur l'exploitation et le trafic illicites de ces ressources.

- Par rapport à la réduction des opportunités de corruption dans la gestion communale, 43 communes ont été appuyées dont 10 à Antananarivo, 18 à Antsiranana, et 15 à Mahajanga avec l'appui financier du ProDéCID, dans la mise en place et l'opérationnalisation des standards de service. Cette activité va continuer en 2019.



Les communes de Masindray et de Mantsoa font partie des communes bénéficiaires de l'appui du PRODECID dans la mise en place des standards de service – Atelier du 09/08/18

- Un guide au bénéfice des usagers a été développé suite à une collaboration fructueuse entre le BIANCO, la TI-IM et la DGSF.

Force et de constater que la corruption est toujours identifiée comme étant le premier obstacle au développement de Madagascar. Non seulement, elle persiste malgré les actions préventives initiées et soutenues, selon les moyens disponibles, mais il semble qu'elle ait gagné du terrain. C'est ainsi que l'application de la loi a été au centre des actions de choc et reste l'une des principales missions du BIANCO, avec toutes les mesures requises, afin de réprimer les cas de corruption traités à son niveau.

2.1.3.- En matière d'Application de la loi

Le BIANCO s'est engagé davantage à appliquer les Lois en vigueur en matière de LCC. Les équipes d'investigation tant centrale que territoriale ont pris toutes les mesures nécessaires afin d'exercer les pouvoirs qui leur sont confiés par la Direction Générale afin de i) de répondre aux plaignants ayant des dossiers non investigables, ii) de traiter les doléances dans un délai raisonnable et iii), de transmettre les dossiers traités aux instances compétentes.

- Au titre de l'année 2018, pour la répression des infractions de corruption et assimilées, le Bureau a enregistré 2689 doléances, dont 851 ont permis d'initier des investigations, soit 32% du total reçu. 179 dossiers ont été transmis aux juridictions, et ont abouti à l'arrestation de 147 personnes soupçonnées, 39 d'entre elles ont été placées sous mandat de dépôt.

- La qualité des personnes objets d'enquête, a permis de constater l'importance des nouvelles dispositions de la loi ° 2016-20 qui ont rendu inopposables les immunités et privilèges de juridiction au niveau de l'enquête préliminaire. Aussi, entre autres, trois (3) membres du Gouvernement, 23 hauts fonctionnaires nommés par Décret (SG, DG et Directeurs), 13 dirigeants de Sociétés et Entreprises (PCA, PDG, DG, Directeur...), neuf (9) fonctionnaires de l'administration territoriale (Chefs de province, Commissaires Généraux des Provinces, Préfets de Région, Chefs de Région, Chef district, Préfet, Délégué d'Arrondissement....), 88 élus des circonscriptions territoriales (Maire, Conseillers municipaux, régionaux, provinciaux), 32 éléments des forces de l'ordre (GN, PN et OPJ), ont été entendus au cours de l'année 2018 dans le cadre d'une affaire les mettant en cause.

- 3676 déclarations de patrimoines ont été reçues, compte tenu la périodicité de 2 ans selon la nouvelle loi. Sur les 3994 assujettis redevables (les récalcitrants 2017 et les nouveaux assujettis 2018), le Bianco a pu collecter 2461 déclarations de patrimoines, soit près de 62%.

- A l'issue du développement d'un logiciel spécifique, la déclaration de patrimoine en ligne a été testée avec succès par les employés du Bureau, qui y sont assujettis. Ce système en ligne va de pair avec la gestion dynamique des déclarations. Ainsi, pour l'effectivité de ce système, des opérateurs de saisie ont été recrutés pour la montée en charge des données antérieures (déclarations reçues en 2017 et en 2018). Plus de 12 660 DP ont été saisies et sont déjà stockées dans le logiciel.

Compte tenu de la difficulté de traitement des dossiers porteurs de par leur complexité et l'importance du temps requis pour l'exécution des enquêtes, le nombre de dossiers traités a légèrement diminué par rapport à l'année 2017; accumulant ainsi le nombre de dossiers en instance. Les diverses formations au bénéfice des membres des équipes d'investigation, l'assistance aux concours administratifs et les missions relatives à l'élection présidentielle ont affecté aux résultats obtenus. Cependant, la qualité de travail fourni a fait que le nombre de personnes arrêtées ainsi que celles placées sous mandat de dépôt n'ont presque pas changé et ce, malgré la réduction du nombre de PV transmis aux juridictions.

2.1.4.- En matière de Communication

Dans le cadre de la réalisation de la mission du BIANCO, le Département Communication s'est fixé comme missions d'assurer la visibilité de la conduite de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption (SNLCC) par le BIANCO et les avancées de la LCC à Madagascar en général ainsi que d'accompagner en matière de communication la réalisation des activités menées par le BIANCO entre autres, en matière d'investigation, d'éducation, de prévention, de gestion dynamique des déclarations de patrimoine.

Le Département Communication a ainsi adopté deux types d'approche en matière de communication afin de réaliser ces missions et d'atteindre ces objectifs : la Communication Institutionnelle et la Communication de Masse, qui ont été érigées en deux Divisions respectives au sein du Département.

Pour l'année 2018, plusieurs supports ont été utilisés afin de véhiculer les informations que le BIANCO souhaite transmettre à ses cibles et dont les réalisations chiffrées sont les suivantes :

2.1.4.1-Supports écrits

- **Rapport d'activités annuel 2017** : 100 exemplaires de Rapport d'activités annuel 2017 ont été édités pour les dirigeants et partenaires techniques et financiers tandis que la version numérique a été dupliquée sur 200 DVD pour les organisations de la société civile, les autorités morales, religieuses et autres cibles. Pour plus de visibilité tant nationale qu'internationale, le rapport annuel a également été téléchargeable sur le site web du BIANCO (www.bianco-mg.org).



Le rapport annuel relate les réalisations et les recommandations ainsi que les perspectives du BIANCO

- **Articles et communiqués de presse** : 27 communiqués de presse relevant des activités opérationnelles du BIANCO ainsi que des dossiers sensibles ont été transmis à la presse pour publication : 7 relatifs aux dossiers d'investigation entre autres cas Villa Elizabeth, cas Mbola Rajaonah, Affaire Monja Roindefo, Affaires ENMG, affaires Croix Rouge malagasy, 2 affaires sur Madame Claudine. Le reste ont relaté des événements liés aux activités d'éducation et de prévention dont la corruption basée sur le genre, la signature de convention entre le BIANCO et le Hetsika Fampiraisana Kristianina ho an'ny Firenena (HFKF), la collaboration entre le BIANCO et le Sampana Fototra Laika du FJKM, la célébration de la Journée des Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité (JRHI) et autres...

Le BIANCO précise

Compte tenu des rumeurs malveillantes et des fausses informations véhiculées ici et là concernant le traitement du dossier relatif au citoyen Mbola RAJAONAH, le Bureau Indépendant Anti-Corruption estime que les précisions ci-après s'imposent:

- La Branche Territoriale du BIANCO à Toamasina a été saisie de doléances en date du 04 juillet 2017 impliquant le citoyen Mbola RAJAONAH et consorts de plusieurs faits de corruption et assimilés. Les investigations ont débuté depuis lors et continue jusqu'à ce jour.

- Entre temps, le BIANCO a également reçu une délégation judiciaire émanant du

Pôle Anti-Corruption (PAC) le 27 juillet 2018, requérant au BIANCO de traiter un autre dossier concernant l'intéressé avant le 19 octobre 2018.

Aussi la convocation de l'intéressé le 19 novembre 2018 résulte de la suite réservée à cette délégation judiciaire après une demande de prolongation d'un mois pour son exécution en raison du volume et de la complexité du dossier.

- Ainsi, les convocations, interrogatoires et autres actes d'enquêtes concernant le citoyen Mbola RAJAONAH ayant défrayé la chronique ces derniers temps ne sont que la continuation logique des investigations du Bureau qui ont commencé depuis plus d'un an

et ne sont aucunement liés au contexte politique actuel.

- Le BIANCO travaille en toute indépendance et traite tous les dossiers en toute objectivité et impartialité sans aucune autre considération et continuera de le faire pour l'intérêt de la nation.

- Le BIANCO invite tout un chacun à se méfier des rumeurs et à rester vigilant par rapport aux agissements des uns et des autres tendant à manipuler le public sur certains faits. Il est de l'intérêt de tous, de vaincre l'impunité, et, ce n'est qu'ensemble, que nous vaincrons la grande corruption dans notre pays. Luttons !

Le BIANCO a émis une précision concernant le traitement du dossier « Mbola RAJAONAH » pour éclairer l'opinion publique – MIDI du 24 novembre 2018

- **Les brèves :** Instituées en 2018, les brèves consistent à présenter en résumé les échos des actions menées auprès de chaque Branche territoriale sous forme d'article court. 90 brèves des Branches territoriales toutes confondues ont été reçues et ont été communiquées suivant leur importance.

BIANCO Mahajanga: Mobilisation envers la société civile et les médias

Category : Echos région

Un atelier de mobilisation sur la lutte contre la corruption a été organisé par le BIANCO Mahajanga envers l'organisation de la société civile et les médias, le 23 mai 2018. Ils sont considérés comme relais d'information et d'éducation mais également comme représentant de la population. Ainsi, leur rôle dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption a été soulevé durant l'atelier et a été jugé comme primordiale dans la réussite de la lutte.

Cette initiative rentre dans le cadre de la mise en œuvre du plan de travail annuel de cette branche territoriale du BIANCO.

Issus de l'atelier, les participants ont défini les actions à entreprendre pour marquer leur contribution dans la mise en œuvre de la stratégie anti-corruption.

Une brève de la Branche Territoriale de Mahajanga en matière d'Education

2.1.4.2- Supports de communication

- **Rollup** : Pour renforcer la visibilité du BIANCO lors des événementiels, 2 Rollups ont été conçus : 1 pour l'identité institutionnelle du BIANCO, 1 pour la lutte contre les trafics illicites.

- **Support photos/vidéos** : L'immortalisation des activités relatives aux missions du BIANCO a été institutionnalisée pour exploitation en photolangage ou pour autres utilisations. Ainsi, 10 événements relevant des activités d'Education et de Prévention ont fait l'objet d'une couverture photo.

- Une étude pour la mise en place d'une **Cellule de Production de Supports** de Communication a été réalisée au sein du Département Communication.



Conditions d'émergence d'un développement économique:
protection des potentialités nationales
et
réduction des trafics de ressources naturelles



Rollup institutionnel du BIANCO pour des visibilités institutionnelles et celui destiné contre les trafics illicites.

2.1.4.3- Interventions directes

Conférence de presse : une grande conférence de presse a été réalisée pendant l'année 2018 à l'occasion de la présentation du Rapport annuel 2017 du BIANCO. Elle a porté sur le rapport des activités réalisées en 2017 ainsi que sur l'avancée de la lutte contre la corruption en général.



La chaîne anti-corruption, la société civile, la presse ont été présentes lors de la présentation officielle du rapport annuel

2.1.4.4- Supports électroniques

- **Le site web** : En moyenne, 3 séries de mise à jour par semaine ont été effectuées. Elles touchent les trois volets de la lutte contre la corruption suivant les informations reçues par le département.

- **La page Facebook** : En moyenne 2 à 3 animations par jour et 1 insertion de visuel de sensibilisation par semaine ont été enregistrées.

2.1.4.5- Événementiels

Trois événements restent inchangés chaque année. Une couverture médiatique avant, pendant et après l'événement a été assurée par le Département Communication. Par ailleurs, une couverture photos pour archivage et capitalisation de l'événement a été également réalisée:

- Présentation officielle du rapport annuel 2017 ;
- Organisation de la Journée des RHI (Réseaux d'Honnêteté et d'Intégrité) ;
- Célébration de la Journée Internationale de la Lutte Contre la Corruption (JILCC) : la déclaration solennelle du Directeur Général du BIANCO a été mise en boîte pour être diffusée aux stations TV et radio de la capitale et des branches territoriales.



*Les jeunes affichent leur adhésion à la lutte contre la corruption.
Journée des RHI tenue le 16 mai 2018 au Palais des Sports à Mahamasina*



LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION 2018 EN PHOTOS

Célébration nationale à ANTIRABE avec un grand carnaval avant les discours des officiels .



Célébration à Ihosy pour FIANARANTSOA, avec la présence du RHI



Mahanoro a accueilli la JILCC pour TOAMASINA



Festivités culturelles à MAHAJANGA



Mobilisation générale à Ampanihy Ouest pour TOLIARA



Culte œcuménique et prestations culturelles à Sambava pour ANTIRANANA



2.1.4.6- Supports média et hors – média

- Les émissions « Aok'izaynykolikoly » continuent d'être vulgarisées, pour cette année 2018, 260 diffusions ont été effectuées sur la RNM, et 81 sur la Radio VaovaoMahaso.

- La mobilisation des jeunes a été renforcée par l'intermédiaire de l'édition de 2 500 exemplaires d'affiches de sensibilisation en matière de Lutte Contre la Corruption vulgarisées sur tout le territoire national.

- La mobilisation sur Internet se poursuit à travers 5 nouvelles publications du Bulletin

« Miara-miadyamin'nykolikoly » et 25 nouveaux visuels d'interpellation et de mobilisation, ainsi que la mise en ligne des divers supports de communication du Bianco.

- Enfin, le Calendrier 2019 du Bianco a été édité sous 2 formats différents, plateau et chevalet, respectivement à 5 000 et 750 exemplaires.



*Le bulletin «Miara-miady amin'ny kolikoly»
et les deux formats de calendrier*

2.1.4.7- Nouveaux supports de visibilité

- Toujours dans le souci de renforcement de la visibilité et en appui à la réalisation des activités d'éducation, le BIANCO s'est doté de son propre réseau de panneaux d'affichage 4X3 m, réparti sur tout le territoire national. A l'issue de deux vagues de mise en place et de campagnes successives de communication, on décompte :

- 25 panneaux totalisant 35 faces, dont 14 à Antananarivo, 09 à Toamasina, 03 à Mahajanga, 02 à Antsiranana, 02 à Fianarantsoa et 05 à Toliara (photo panneau)
- 27 maquettes d'affiches différentes.



2 panneaux implantés à Toliara et à Fianarantsoa pour renforcer la lutte contre la corruption

- Dans le cadre de l'accompagnement des élections 2018- 2019, le Département Communication a apporté son appui dans la conception d'une brochure d'information et de mobilisation.
- En termes de communication interne, un Agenda 2019 personnalisé, destiné à l'ensemble du personnel du BIANCO, a été édité à 200 exemplaires. (Photo agenda)



Création de l'agenda du BIANCO, pour la 1ère fois depuis plus d'une décennie

- Afin de consolider la présence médiatique du BIANCO, 131 diffusions de 12 messages de mobilisation à travers des tops horaires radio, diffusés à une heure de grande écoute sur la RNM ont été réalisées au cours de l'année 2018.

En résumé, toutes les activités réalisées par le BIANCO ont été relatées à travers les médias. La relation avec la presse a été renforcée d'année en année grâce aux échanges d'information périodiques sur la LCC et au contact direct avec les journalistes. La communication électronique ainsi que l'utilisation des réseaux sociaux ont été capitalisées pour faire avancer la LCC. Il en est de même pour les supports de communication institutionnelle. Dans le domaine de la Communication de masse, les réalisations consistent d'une part à poursuivre les activités identitaires initiées depuis plusieurs années d'exercice, et d'autre part, l'initiation de nouvelles activités pour une meilleure visibilité du BIANCO.

2.2 - RESSOURCES HUMAINES ET ACTIVITES FINANCIERES

2.2.1.- En matière de gestion de Ressources humaines

Après quelques années de mise en œuvre de la SNLCC, le BIANCO se doit d'améliorer aussi bien son effectif que son efficacité technique afin d'améliorer sa performance. Pour ce faire, il a fallu développer une politique claire en matière de ressources humaines, notamment à travers le recrutement et le renforcement de capacités de ses membres.

2.2.1.1- Evolution de l'effectif du personnel

Les mouvements du personnel au cours de l'année 2018 sont le suivant :

Situation au 01 Janvier 2018	Mouvement du personnel en 2018		Situation au 31 décembre 2018
	Entrées	Sorties	
171	19	6	184

Tableau 1: Mouvement du personnel au cours de l'année 2018

L'effectif du personnel a enregistré une augmentation au cours de l'exercice 2018 et a atteint le niveau de l'année 2011. Le Bureau a réalisé 19 recrutements (un Directeur de la programmation, contrôle et suivi évaluation, des Conseillers en Education, des Assistants Investigateurs) contre six départs pour admission à la retraite (Un Directeur de la programmation, contrôle et suivi évaluation, un conseiller juridique, un chef de division éducation-prévention de branche territoriale, un Conseiller Principal en Prévention et un Assistant Investigateur).

A signaler que 1- durant l'année 2018, cinq personnes ont bénéficié de promotion interne et sept ont fait l'objet d'affectation, 2- suivant le plan de développement du BIANCO, dans le cadre de dépenses à moyen terme (CDMT), l'objectif assigné pour l'exercice était d'avoir un effectif de 255 personnes.

2.2.1.2- Formations et renforcement de capacités - Formation locale et team building

Des formations locales dispensées par des centres spécialisés et/ou par des experts internationaux ont été organisées au cours de l'année sur les thèmes suivants :

- « Formation d'officier de police judiciaire », à l'Ecole Supérieure de la Gendarmerie Nationale, Moramanga
- « Formes et manifestations de corruption dans l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles »
- « Analyse et détection de risque de corruption dans les systèmes et procédures administratifs »
- « Pratiques et détection des fraudes sur les transactions internationales »
- « TEAM BUILDING national » de l'ensemble du personnel à l'Académie militaire Antsirabe

A noter que des formations locales suivant les besoins réels identifiés comme langues, échanges d'expériences entre branches, et autres, ont été initiées et gérées directement par les Branches Territoriales.

• Formations internationales et visite d'échanges

Dix-huit (18) personnes ont bénéficié de formations à l'extérieur, sur:

- « Formation de formateurs » à l'institut FORHOM, France.
- « L'audit et le contrôle des marchés publics » à l'institut FORHOM, France.
- « Lutte contre le blanchiment et les pratiques frauduleuses » FORHOM, Maroc.
- « Gouvernance pour les officiels des pays africains » séminaire, en Chine.
- « La modernisation de système de gouvernance sociale », séminaire à Beijing, Chine.
- « Réponse de la justice à la LCC » au Japon.
- « Investigation de crime environnemental » en Zambie.
- « Human leadership for African Executive » à Gaborone, Botswana.
- « Investigation financière dans le secteur public » à Gaborone, Botswana.

Douze (12) personnes ont participé à des visites d'échanges d'expériences avec des organes étrangers de LCC :

- Indépendante Commission Against Corruption (ICAC) à Hong Kong.
- Commission Indépendante Anti-corruption (KPK) à Jakarta, Indonésie.

• **Conférences internationales et autres missions à l'étranger**

Douze (12) personnes ont assisté à des conférences internationales liées à la LCC :

- 9^e Session du groupe d'examen de l'application de la convention des Nations Unies sur la LCC.
- Symposium sur la lutte contre la corruption et Forum mondial sur la Justice aux Pays-Bas.
- Conférences des Etats Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption à Vienne, Autriche
- Conférence consultative de l'Union Africaine sur la lutte contre la corruption à Arusha, Tanzanie.
- Forum international sur la fraude et la corruption dans le secteur minier en Afrique francophone subsaharienne, Yaoundé, Cameroun
- 3^{ème} Assemblée Générale de l'Association des Agences Anti-corruption en Afrique (AAACA), Dakar, Sénégal
- Conférence Régionale des Agences Anti-corruption et anti-blanchiment d'argent, Port-Louis, Maurice
- Conférence régionale sur la lutte contre la corruption et le défi pour la transformation économique de la zone sud de l'Afrique, Gaborone, Botswana
- Programmes destinés aux personnes distinguées dans le domaine de la gouvernance politique, Séoul, Corée du Sud
- 18^{ème} Conférence Internationale Anti-Corruption (IACC), organisée par la Transparency International, Copenhague, Danemark
- 4^{ème} Conférence de l'Alliance internationale des chasseurs de la corruption (ICHA) organisée par la Banque Mondiale, Copenhague, Danemark
- Dialogue sur la lutte contre la corruption organisée par le Conseil Consultatif de l'UA sur la LCC (AUABC)

Une mission visant à rétablir la relation de Madagascar et la Norvège dans le domaine de la lutte contre la corruption a été également effectuée en 2018. En effet, la Norvège a cessé d'apporter son appui financier au Bianco suite à la crise politique de 2009. Cette mission a permis la rencontre entre la délégation malgache et le Vice Ministre de la Coopération de la Norvège, la Mission Chrétienne Norvégienne (NMS) et la Croix Rouge Norvégienne. Des rencontres ont également eu lieu avec les associations de l'amitié Norvège / Malagasy à Stavanger et à Oslo, pour les sensibiliser sur le contexte sociopolitique de Madagascar, et pour les inviter à effectuer un plaidoyer auprès du gouvernement norvégien en faveur de la lutte contre la corruption à Madagascar.

• **Accueil de Stagiaires**

Au cours de l'année, le Bureau a accueilli des étudiants stagiaires issus des universités publiques et privées de Madagascar, dont notamment des étudiants magistrats de l'Ecole Nationale de la Magistrature et des greffes.

Pour conclure, les diverses formations et visites ont été réalisées grâce à l'appui des partenaires techniques et financiers (PTF). La collaboration avec les PTF sera à intensifier davantage pour les années à venir afin de mieux trouver les moyens nécessaires pour le renforcement et le recyclage régulier des membres. En collaboration avec les autres départements du BIANCO, le DRH s'engage à mettre en œuvre un plan de recrutement et un plan de formation mis à jour pour assurer la réalisation de son plan de développement.

2.2.2.- Ressources matérielles et financières

2.2.2.1- Les crédits et subventions pour 2018

a) Les crédits du budget général inscrits dans la loi de Finances rectificative 2018

Comme pour les années 2016 et 2017, l'année budgétaire 2018 a été en grande partie financée par l'Etat Malagasy. Les crédits alloués au BIANCO au titre de l'année 2018 ont été reconfirmés et inscrits dans la Loi 2018-024 portant loi de finances rectificative 2018 pour un montant total de Six Milliards Six Cent Quatre Vingt Dix Million Quatre Cent Mille Ariary (6 690 400 000,00Ar.).

L'évolution des crédits alloués pour 2018 par rapport à ceux accordés en 2017 ainsi que leur répartition se présentent comme suit :

EVOLUTION DES CREDITS 2017 - 2018 (en millier d'Ariary)

INSTITUTION/MINISTERE: PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ORGANISME: BIANCO

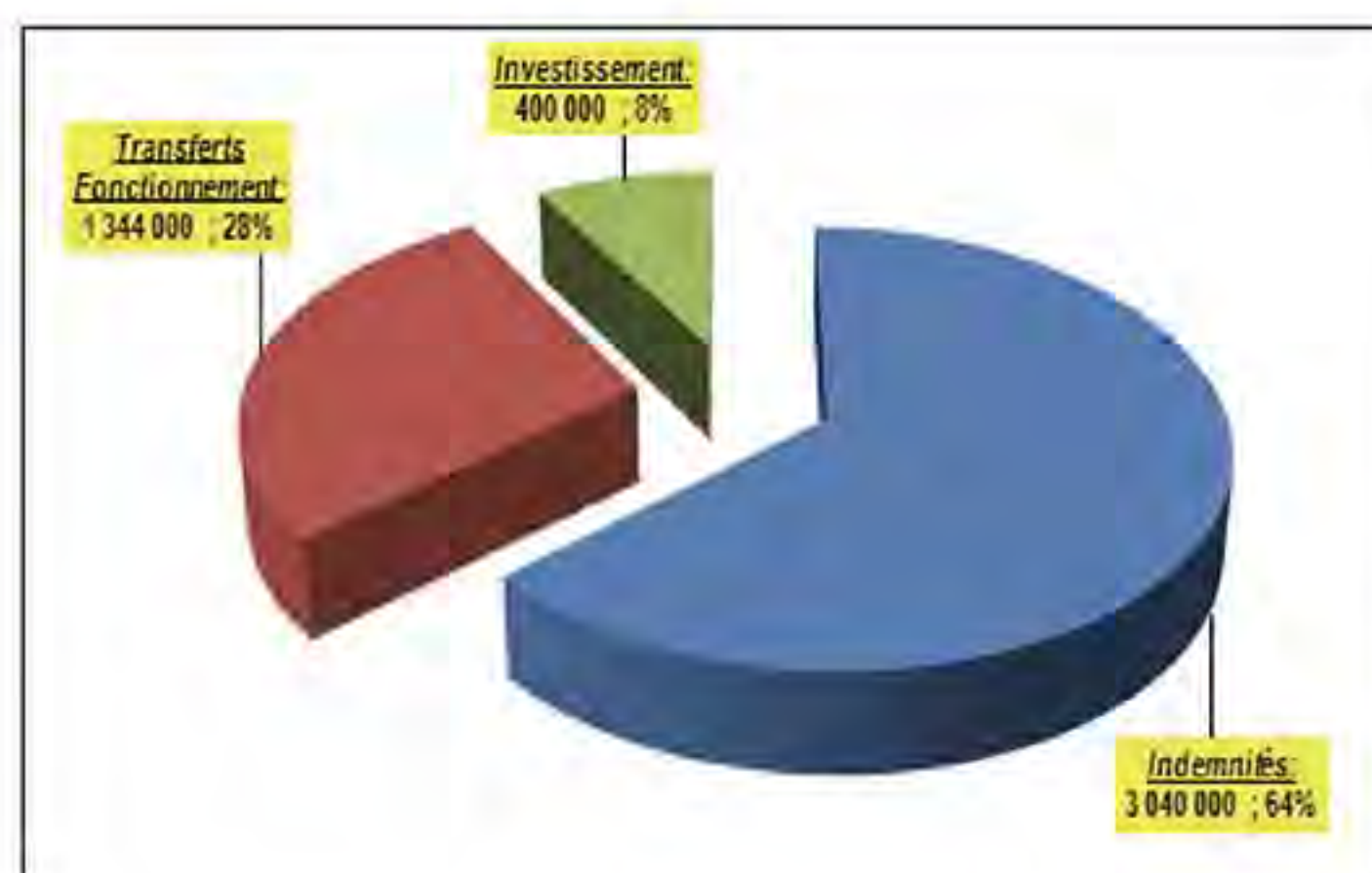
BUDGET GENERAL 2017 et 2018		2017	2018	
CATEGORIES DE DEPENSES		LFR 2017 (Crédit Alloué pour 2017)	Augmentation par % à 2017	LFR 2018 (Crédit Alloué pour 2018)
INTERET DE LA DETTE				
SOLDE				
HORS SOLDE		4 384 000 Ar.		5 190 400 Ar.
FONCTIONNEMENT	Transferts (Indemnités)	3 040 000 Ar.	10%	3 344 000 Ar.
	Biens et Services (IRSA)			
	Transferts (Fonctionnement)	1 344 000 Ar.	37%	1 846 400 Ar.
	TOTAL fonctionnement	4 384 000 Ar.		5 190 400 Ar.
INVESTISSEMENT	Investissement (Financement Inter)	400 000 Ar.	275%	1 500 000 Ar.
	Financement Externe			
	TOTAL investissement	400 000 Ar.		1 500 000 Ar.
TOTAL BUDGET GENERAL		4 784 000 Ar.		6 690 400 Ar.
			40%	6 690 400 Ar.

Tableau 2 : Evolution et répartition des crédits alloués pour 2018

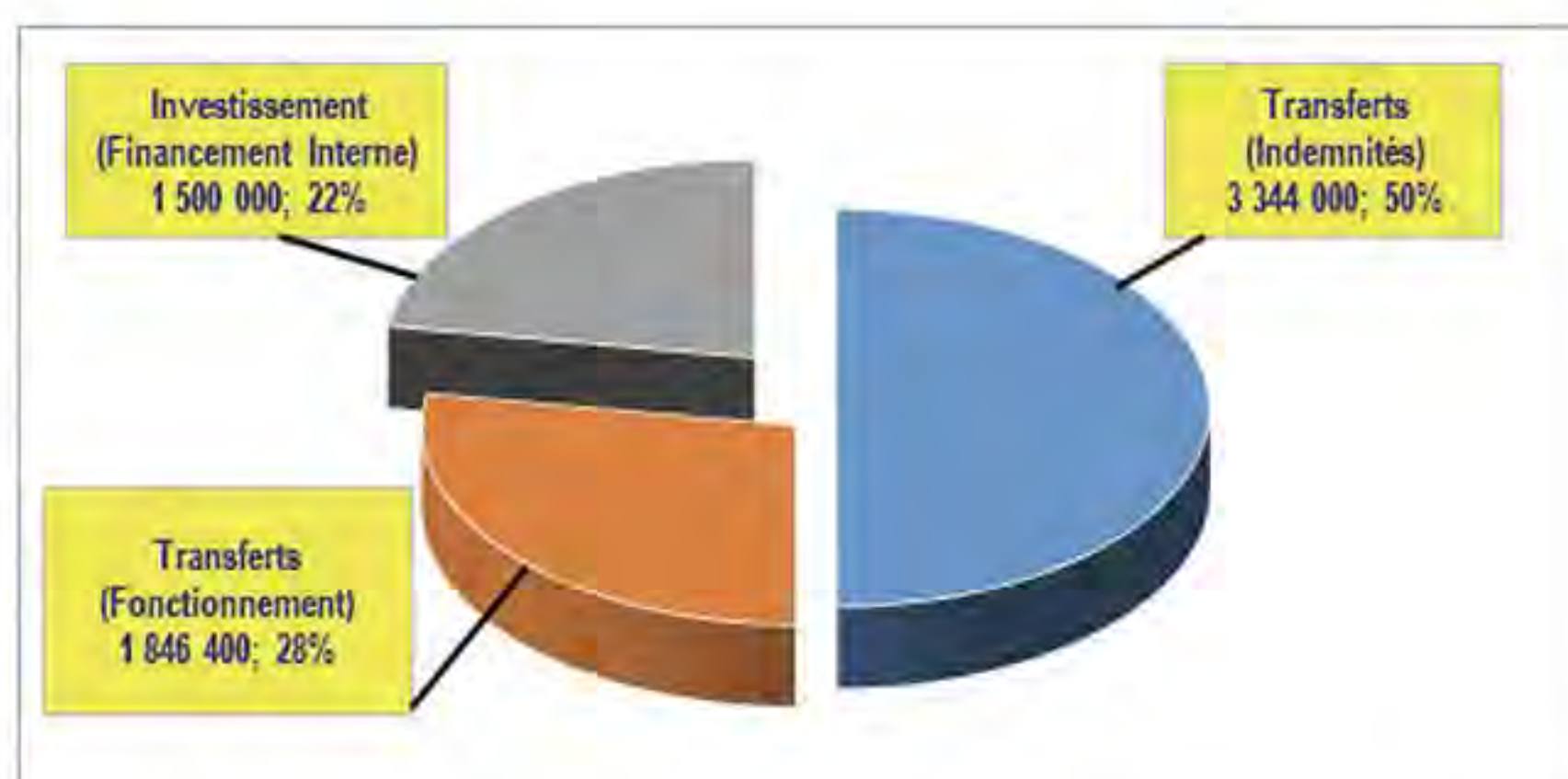
Le total des crédits alloués au BIANCO, au titre du Budget Général de l'Etat et inscrit dans la Loi de Finances rectificative 2018, a enregistré une augmentation moyenne de 40% par rapport aux crédits alloués au titre de l'année budgétaire 2017.

Pour l'année budgétaire 2018, les crédits alloués au BIANCO comprennent:

- Une rubrique **Fonctionnement** : « Indemnités (ou Transferts pour les Indemnités) » pour un montant total de Trois Milliards Trois Cent Quarante Quatre Million d'Ariary (3'344'000'000Ar.). L'enveloppe budgétaire allouée en 2018, pour cette rubrique, a enregistré une augmentation de 10% par rapport à 2017 soit 304'000'000 Ariary d'augmentation.
- Une rubrique **Fonctionnement, Transferts**, qui est passée d'un montant de Un Milliard Trois Cent Quarante Quatre Millions d'Ariary (1'344'000'000Ar.) en 2017 à Un Milliard Huit Cent Quarante Six Million Quatre Cent Mille Ariary (1'846'400'000Ar.) en 2018 soit une Augmentation de 37% par rapport à l'enveloppe budgétaire allouée en 2017. Il est à rappeler que c'est dans cette rubrique « Fonctionnement » que toutes les activités opérationnelles du BIANCO (Investigations, Education-Prévention, etc.) sont prises en charge.
- Une rubrique **Investissement, Financement interne**, qui est de Un Milliard Cinq Cent Mille Ariary (1'500'000'000 Ar.) en 2018 soit une augmentation de 275% par rapport au crédit pour Investissement alloué en 2017 de Quatre Cent Millions d'Ariary (400'000'000Ar.).



Graph 1: Répartition des crédits alloués au titre de l'année budgétaire 2017 (en milliers d'Ariary)



Graph 2: Répartition des crédits alloués au titre de l'année budgétaire 2018 (en milliers d'Ariary)

b) Les subventions émanant des partenaires techniques et financiers

En 2018, si les activités du Bureau ont été financées en grande partie par l'Etat Malagasy, au cours de l'année 2018, sept (07) partenaires ont appuyé le BIANCO à savoir :

1. La Banque Africaine pour le Développement par le biais du Projet d'Appui à la Gouvernance Institutionnelle (PAGI). Les appuis financiers gérés directement au niveau du PAGI concernent:

- ✓ L'acquisition de matériels (matériels informatiques, matériels de bureau et autres) destinés aux équipes opérationnelles du BIANCO;
- ✓ L'appui financier des missions opérationnelles d'Investigations;
- ✓ L'appui financier en matière de communication de masse, par le biais de la mise en place de 20 panneaux 4mx3m dans 13 Districts de Madagascar;
- ✓ L'appui financier, partiel, du regroupement national (Team Building National) du BIANCO à Antsirabe en septembre 2018.
- ✓ L'appui financier pour la visite d'échange effectuée par l'Equipe du BIANCO auprès de l'ICAC HONG KONG en novembre 2018.

2. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) par le biais du projet Institutions Démocratiques Intègres, Représentatives et Crédibles (IDIRC) et financé par le Peace Building Found (PBF) ou Fonds pour la Consolidation de la Paix. Les appuis financiers gérés directement au niveau du PNUD/IDIRC concernent:

- ✓ L'acquisition de matériels informatiques;
- ✓ L'étude diagnostic de la corruption basée sur le genre en vue de la proposition d'outil de sensibilisation et de mobilisation de la population à lutter contre cette forme de corruption;
- ✓ L'étude sur la restructuration du BIANCO;
- ✓ La célébration de la Journée RHI avec la Branche Territoriale d'Antananarivo;
- ✓ La célébration de la Journée Internationale de la Lutte Contre la Corruption.

3. L'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) de l'Ambassade du Japon. Dans le cadre du projet «Minimiser les risques de corruption dans le projet de développement du Port de Tamatave » dont les appuis financiers sont gérés au niveau du PNUD/IDIRC et qui concernent:

- ✓ L'acquisition de matériels informatiques destinés à la Branche Territoriale du BIANCO à Toamasina:
 - Dans le cadre de la mise en place et l'opérationnalisation des mécanismes efficaces de lutte contre la corruption au niveau du SPAT Toamasina;
 - Dans le cadre de l'appui au processus de mise en place d'une Cellule Anti-Corruption (CAC) au niveau de la SPAT Toamasina;
- ✓ L'appui financier des ateliers de sensibilisation et de mobilisation sur la lutte contre la corruption:
 - du personnel de la Société du Port à gestion Autonome de Toamasina (SPAT). Renforcer leur capacité sur la prévention de corruption et sur la mise en place d'un système de dénonciation;
 - du staff élargi auprès du Ministère des Finances et du Budget;
 - du staff élargi auprès du Ministère des Transports et de la Météorologie (MTM);

4. Le Fonds de ContreValeur (FCV) / Ambassade du Japon. Fonds géré par l'Agence Comptable des Fonds de Contre Valeur (au niveau du Trésor) et qui concerne:

- ✓ La construction d'un nouveau bâtiment (R+2) pour le siège du BIANCO à Ambohibao.

5. Le Projet GIZ/PAGE à travers :

- ✓ la Convention de partenariat n°83297129 du 22 aout 2018, avec le Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO) via la Branche Territoriale de Toliara
- ✓ et la Convention de partenariat n°14.22807.7-001.00, avec le Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO) via la Branche Territoriale de Mahajanga

6. Le Projet GIZ/PRODECID à travers :

- ✓ La Convention de Subvention locale entre le Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO) via la Branche Territoriale d'Antananarivo, n°COSOF 83295600 et le Projet de Développement Communal Inclusif et Décentralisé (PRODECID) GIZ du 25 juillet 2018 au 25 février 2019
- ✓ La Convention de Subvention locale entre le Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO) via la Branche Territoriale de Mahajanga, n°14.2282.3-001.00 et le Projet de Développement Communal Inclusif et Décentralisé (PRODECID) GIZ

7. Un appui émanant du Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France (SCAC) :

- ✓ Convention N° 2017 0575 du 20 Octobre, concernant l'Appui pour la sécurisation des concours administratifs de l'ENMG, l'ENAP et l'ENAM.

Le tableau ci-après récapitule les subvention accordées et versées en 2018:

Partenaires Financiers	Subventions accordées (versées) en 2018 (En millier d'Ariary)			
	Projet PAGE/GIZ	Projet PAGI/BAD	SCAC/ Ambassade de FRANCE	Projet PRODECID/GIZ
Reliquat sur Subvention de l'année 2017			110 389,18	38 282,75
Montant des Subventions versées en 2018 (y compris remboursement)	67 068,35	80 200,00		130 933,26
TOTAL des Subventions par PTF en 2018	67 068,35	80 200,00	110 389,18	169 216,02
TOTAL des Subventions Reçues et disponibles en 2018	426 873,55			

Tableau 3: Subventions accordées et versées en 2018

2.2.2.2- Les emplois ou utilisations des crédits et subventions reçus en 2018**a) Les emplois des crédits du budget général en 2018**

Les crédits disponibles en 2018 regroupent à la fois les crédits versés en 2018 et ceux disponibles à la fin de l'année 2017, et le tableau ci-après nous donne les emplois (ou les utilisations) de ces crédits.

Ce tableau reprend également le montant des dépenses (ou utilisations) réalisées en 2017 pour nous permettre d'avoir une comparaison entre les deux exercices budgétaires

BIANCO: CREDITS ET EMPLOIS 2018 (y compris les Crédits disponibles rn fin 2017) en millier d'Ariary		CREDITS 2018				EMPLOIS 2018		Crédits Disponibles (Fin 2018)	EMPLOIS 2017	
		2017		2018	Total des Crédits disponibles 2018	%	Total des Emplois 2018		%	Total des Emplois 2017
CATEGORIES DE DEPENSES		Crédits disponibles (Fin 2017)	Reprise "OP" (Fin 2017)	LFR 2018 (Crédit Alloué pour 2018)						
INTERET DE LA DETTE										
SOLDE										
HORS SOLDE		1 321 246	42 576	5 190 400	6 554 222	83,55%	5 476 164	1 078 057	74,70%	3 901 400
FONCTIONNEMENT	Indemnités	37 290			37 290	93,61%	34 907	2 383	93,98%	581 645
	Biens et Services (IRSA)	14 231	30 136		44 367	69,32%	30 753	13 613	70,67%	34 280
	Transferts (pour les Indemnités)	901 180		3 344 000	4 245 180	82,38%	3 497 178	748 002	70,36%	2 138 820
	Transferts (Fonctionnement)	368 545	12 440	1 846 400	2 227 385	85,90%	1 913 326	314 059	75,68%	1 146 655
	TOTAL fonctionnement	1 321 246	42 576	5 190 400	6 554 222	83,55%	5 476 164	1 078 057	74,70%	3 901 400
INVESTISSEMENT	Financement Interne	128 074	60	1 500 000	1 628 134	12,20%	198 660	1 429 474	75,17%	387 818
	Financement Externe									
	TOTAL investissement	128 074	60	1 500 000	1 628 134	12,20%	198 660	1 429 474	75,17%	387 818
TOTAL BUDGET GENERAL		1 449 320	42 636	6 690 400	8 182 356	69,35%	5 674 824	2 507 532	74,74%	4 289 218

Tableau 4: Emplois des crédits du budget général 2018 et comparaison des exercices 2017 et 2018

Avant de donner l'explication sur les dépenses accomplies en 2018, reprenons d'abord les informations relatives à l'exercice 2017.

✓ **Pour l'année 2017, le taux moyen de consommation des crédits était de 74,74%**

- Sur un total de crédit disponible pour 2017 de 5'738'538'000 Ariary ,
- Le total des emplois 2017 est de 4'289'218'000 Ariary.

Par ailleurs, **pour l'année 2018 :**

- ✓ Si le **total des dépenses** effectuées est de **5 674 824 000 Ariary** sur un **total de ressources disponibles de 8 182 356 000 Ariary**, ceci nous donne un taux moyen des utilisations de crédits de 69,35%.
- ✓ Les grandes rubriques de dépenses en 2018 sont :

- **Les Transferts pour « Indemnités »** qui s'élèvent à **3 497 178 000 Ariary en 2018** si ceux-ci étaient de **2 138 820 000 Ariary en 2017**. Cette augmentation résulte :

- De la **réévaluation des Indemnités liées à la fonction** du personnel de **14%** environ par rapport à 2017 ;
- De l'**augmentation de l'effectif** du personnel d'**environ une dizaine** de personnes ;
- Et **notamment, du paiement**, au mois de juillet 2018, des **pécules** du personnel «de deux ans juillet 2016 à juin 2018 ».

Ces dépenses de « Transferts pour Indemnités » en 2018 concernent **82,38% des crédits disponibles de 4 245 180 000 Ariary pour cette rubrique**

- **Les Transferts pour « Fonctionnement »** : le **montant total des emplois en 2018** est de **1 913 326 000 Ariary**. Par rapport aux crédits disponibles de 2 227 385 000 Ariary, cette dépense **correspond à 85,90%**.

Par contre, par rapport aux dépenses de 2017 qui se chiffrent à 1 146 655 000 Ariary, l'écart d'environ 770 Millions d'Ariary est surtout dû à l'**augmentation des dépenses par Branche Territoriale de 140 Millions d'Ariary en moyenne** (Cf. tableau des crédits et emplois 2018 par Branches Territoriales

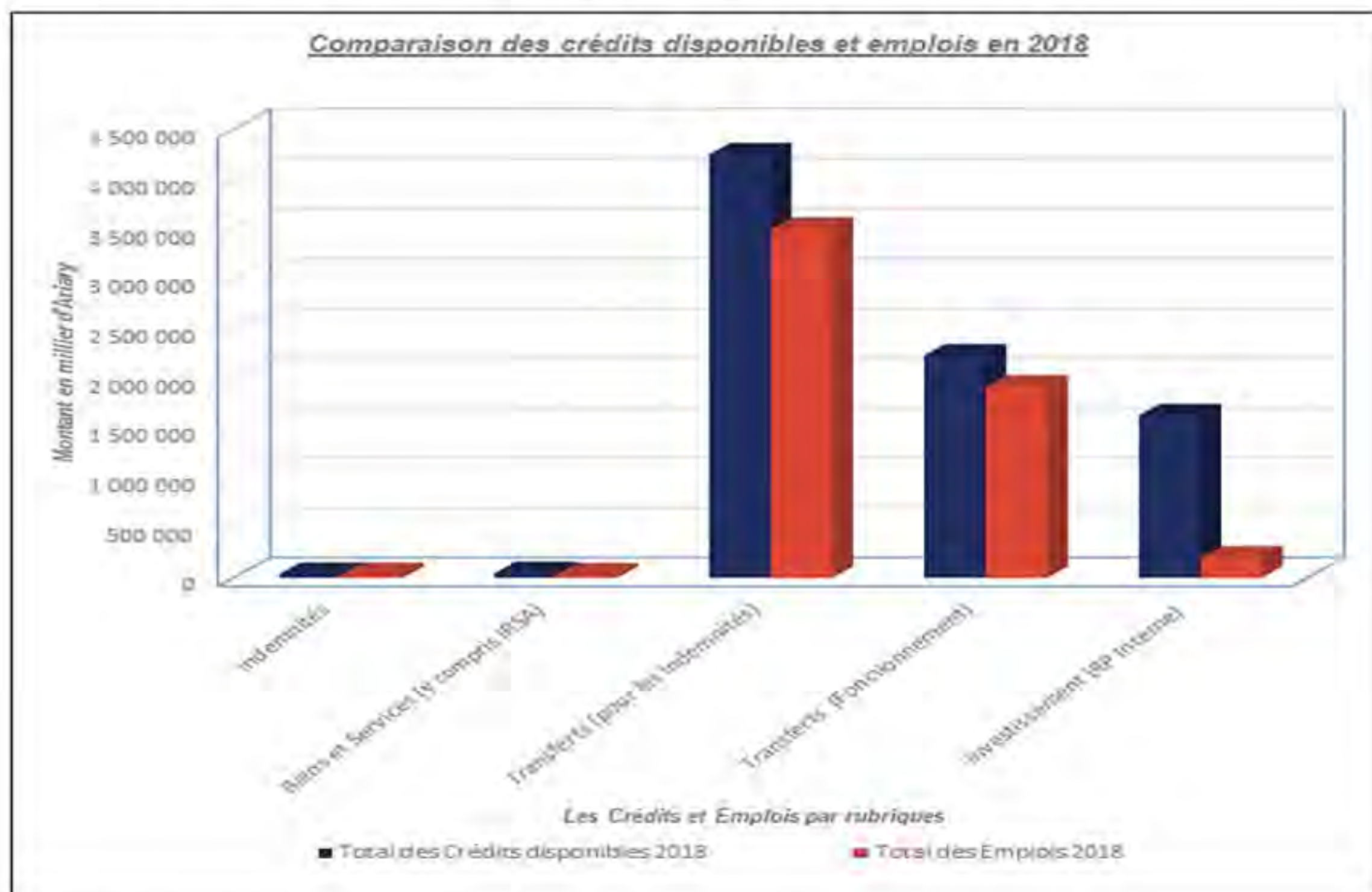
- **Les Investissements « sur Financement interne »** : Le total des crédits disponibles en 2018 pour Investissement est de 1 628 134 000 Ariary, tandis que le montant total, inscrit, de la consommation de crédits est de 198 660 000 Ariary soit un taux moyen de 12,20%.

En fait, le **montant des crédits restant disponibles, de 1 429 474 000 Ariary, à la fin de l'exercice 2018** servira à payer :

→ Une partie de la construction en cours du nouveau bâtiment pour le siège du BIANCO ;
 → Et les acquisitions engagées en 2018, dont la liste est donnée ci-après, et dont le paiement se fera au début de l'exercice 2019.

Type	Désignation des matières et Objets engagés et acquis au titre de l'année 2018 et dont le paiement se fera en 2019	Quantité	Montant (en Ariary)
Matériels Automobiles	Voiture ISUZU D-MAX Pick up double cabine	6	633 000 000
Matériels Automobiles	Voiture Renault LOGAN	2	128 040 000
Matériels Automobiles	Moto cross marque YAMALO	1	10 680 000
Matériels Automobiles	Moto cross marque PETER MOTORS 150 GY-3X	1	10 680 000
Matériels Automobiles	Moto scooter marque YAMALO	1	8 634 000
Matériels informatiques	Onduleur PowerTech Green Génération 650 VA	8	5 596 800
Matériels informatiques	Tablette T3 8,0 avec Housse	11	18 374 400
Matériels informatiques	Imprimante marque i-sensys MF 232 W	11	34 993 200
Matériels informatiques	Vidéo Projecteur marque CANON LV-WX320	3	27 900 000
Matériels informatiques	Ordinateur de bureau avec Ecran plat marque DELL, Clavier et Souris	6	42 984 000
Matériels informatiques	Ordinateur portable marque LENOVO core i7 avec Housse	16	124 992 000
Matériels et Mobiliers de bureau	Chaise Visiteur	70	21 168 000
Matériels et Mobiliers de bureau	Bibliothèque semi-vitré	1	3 000 000
Matériels et Mobiliers de bureau	Table de réunion composé de 10 Tables rectangulaires et de 4 Angles	1	10 800 000
Matériels et Mobiliers de bureau	Rideau lourd (52)+ Rideau voile (27)	1	34 990 800
TOTAL			1 115 833 200

Tableau 5: Désignation des matériels et objets engagés et acquis en 2018



Graphe 3: Comparaison des crédits disponibles employés en 2018

La répartition des Crédits disponibles pour 2018 et leurs Emplois par Branche Territoriale est donnée dans les tableaux ci-après

BANCO: CREDITS ET EMPLOIS 2018 (y compris les Crédits disponibles en fin 2017) en millier d'Aviry	BANCO (CONSOLIDE)										BRANCHE TERRITORIALE ANANANARIVO										BRANCHE TERRITORIALE FIANARANTSOA										BRANCHE TERRITORIALE TOAMASINA																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										
	CREDITS 2018					EMPLOIS 2018					CREDITS 2018					EMPLOIS 2018					CREDITS 2018					EMPLOIS 2018					CREDITS 2018					EMPLOIS 2018																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
	2017	Credits disponibles (Fin 2017)	Reprise "Op" (Fin 2017)	LFR 2018 (Crédit Alloué pour 2018)	Total des crédits disponibles 2018	%	Total des Emplois 2018	%	Credits Disponibles (Fin 2018)	2017	Credits disponibles (Fin 2017)	Reprise "Op" (Fin 2017)	LFR 2018 (Crédit Alloué pour 2018)	Total des crédits disponibles 2018	%	Total des Emplois 2018	%	Credits Disponibles (Fin 2018)	2017	Credits disponibles (Fin 2017)	Reprise "Op" (Fin 2017)	LFR 2018 (Crédit Alloué pour 2018)	Total des crédits disponibles 2018	%	Total des Emplois 2018	%	Credits Disponibles (Fin 2018)	2017	Credits disponibles (Fin 2017)	Reprise "Op" (Fin 2017)	LFR 2018 (Crédit Alloué pour 2018)	Total des crédits disponibles 2018	%	Total des Emplois 2018	%	Credits Disponibles (Fin 2018)																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
CATEGORIES DE DEPENSES																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																									

Tableau 6: répartition des crédits disponibles pour 2018

b) Les emplois des subventions émanant des partenaires techniques et financiers

Les activités à réaliser en 2018 sur les subventions émanant des PTFs ont été en général effectuées.

Cependant, concernant le SCAC et le GIZ/PRODECID, les subventions disponibles à la fin de 2018 concernent des activités qui seront :

- ✓ Pour le SCAC, à reprendre en 2018, même si les fonds ont été déjà versés en 2017
Il s'agit notamment du suivi et de la sécurisation des concours administratifs auprès de l'ENAM, l'ENMG et l'ENAP.
 - Concernant l'ENMG ce concours a été annulé et nous sommes dans l'attente de sa relance en 2019.
 - Quant au concours auprès de l'ENAP, celui-ci n'a pas été organisé en 2018 et nous sommes toujours dans l'attente de son organisation en 2019.
- ✓ Pour le PAGE/GIZ et GIZ/PRODECID, à réaliser depuis 2017 et continuer en 2018. Les montants en fin 2018 concernent les reliquats de fonds

	Subventions accordées (versées) en 2018 (En millier d'Ariary)			
Partenaires Financiers	Projet PAGE/GIZ	Projet PAGI/BAD	SCAC/ Ambassade de FRANCE	Projet PRODECID/GIZ
TOTAL des Subventions par PTF en 2018	67 068,35	80 200,00	110 389,18	169 216,02
TOTAL des Subventions Reçues et disponibles en 2018	426 873,55			
Emplois (Utilisations)				
Acquisition de Matériels Informatiques (SCAC: 7 Ordinateurs Portables - 7 Imprimantes pour le suivi des Concours ENAM - ENMG et ENAP)			33 250,00	
Dépenses pour la sécurisation des Concours ENMG et ENAM (SCAC)			22 680,63	
Lutte contre la corruption et renforcement de la gouvernance des secteurs concernés par les exploitations et les trafics illicites de ressources naturelles (GIZ/PAGE: auprès des 2 Régions BOENY et ATSIMO ANDREFANA)	56 476,35			
Appui financier partiel du Regroupement national (TEAM BUILDING national) du BIANCO à Antsirabe (BAD/PAGI)		80 200,00		
Accompagnement pour la mise en place des Dispositifs de standard des services auprès des Communes (GIZ/PRODECID: Régions de BOENY et ANALAMANGA)				142 628,87
TOTAL des Utilisations des Subventions par PTF en 2018	56 476,35	80 200,00	55 930,63	142 628,87
Subventions Disponibles en Fin 2018	10 592,00	0,00	54 458,56	26 587,15
Observations	Reliquat de Subventions de 2018		Il s'agit des Subventions disponibles pour le suivi des Concours Administratifs auprès de l'ENMG (Annulé en 2018) et l'ENAP (Reporté en 2019)	Reliquat de Subventions de la période 2017 - 2018

Tableau 7: Utilisation des subventions émanant des PTF en 2018

2.2.2.3- Les acquisitions de matériels en 2018

ORGANISME: BIANCO		Matériels Acquis ou Dons en 2018 (sur PIP/Budget Général et sur Appuis des PTFs)					
Partenaires Financiers	Qté	PU (Ariary)	Budget Général de l'Etat (PIP)	BAD/PAGI	PNUD ou IDIRC/PNUD	Ambassade du Japon/FCV ou JICA	Ambassade de France/SCAC
Désignation	Montant (en Millier d' Ariary)						
Construction en cours d'un nouveau Bâtiment (R+2) : Siège du BIANCO à Ambohibao (Co- financement - Ambassade du Japon/FCV 1 ^{ère} Tranche et Budget Général/PIP) Montant total TTC estimé : 2 174 455 568 Ariary	1	1 281 079,39	193 053,69			1 088 025,70	
Sous-Total 1 : Construction Bâtiment	1		193 053,69	0,00	0,00	1 088 025,70	0,00
Matériel Automobile (Budget Général/PIP) 6 Véhicules 4x4 ISUZU D-MAX Pick Up Double Cabine	6	105 500,00	633 000,00				
Matériel Automobile (Budget Général/PIP) 2 Véhicules Légers : RENAULT LOGAN	2	64 020,00	128 040,00				
Matériel Roulant (Budget Général/PIP) 1 Moto Cross YAMALO, 1 Moto cross PETER MOTORS	2	10 680,00	21 360,00				
Matériel Roulant (Budget Général/PIP) 1 Moto scooter YAMALO	1	8 634,00	8 634,00				
Sous-Total 2 : Matériels Roullants	11		791 034,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Matériel et Mobilier de bureau (Budget Général/PIP) 70 Chaises Visteurs	70	302,40	21 168,00				
Matériel et Mobilier de bureau (Budget Général/PIP) 1 Bibliothèque semi-vitré	1	3 000,00	3 000,00				
Matériel et Mobilier de bureau (Budget Général/PIP) 1 Table de réunion composé de: 10 Tables rectangulaires et de 4 Angles	1	10 800,00	10 800,00				
Matériel et Mobilier de bureau (Budget Général/PIP) 4 Etagères en bois sapin (7 étages)	4	90,00	360,00				
Matériel et Mobilier de bureau (BAD/PAGI) 4 Photocopieuses noir A3 marque KONICA MINOLTA Bizhub 306 avec Chargeurs de document	15	PM		PM			
Sous-Total 3: Matériels et Mobiliers de Bureau	91		35 328,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Matériels et Mobiliers de Logement (Budget Général/PIP) 52 Rideaux lourds	52	534,00	27 768,00				
Matériels et Mobiliers de Logement (Budget Général/PIP) 27 Rideaux voiles	27	534,00	14 418,00				
Matériels et Mobiliers de Logement (Budget Général/PIP) 1 Bouilloire en inox 1,7 L marque BLACK & DECKER	1	119,00	119,00				
Matériels et Mobiliers de Logement (Budget Général/PIP) 1 Cafetière Electrique à 12 tasses 1050 W marque BLACK & DECKER	1	145,00	145,00				
Sous-Total 4: Matériels et Mobiliers de Logement	81		42 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Tableau 8: Acquisitions de matériels en 2018

ORGANISME: BIANCO		Matériels Acquis ou Dons en 2018 (sur PIP/Budget Général et sur Appuis des PTFs)					
Partenaires Financiers	Qté	PU (Ariary)	Budget Général de l'Etat (PIP)	BAD/PAGI	PNUD ou IDIRC/PNUD	Ambassade du Japon/FCV ou JICA	Ambassade de France/SCAC
Désignation	Montant (en Millier d'Ariary)						
Matériels Informatiques (Budget Général/PIP) 2 Clés Wifi USB 2.0 802.11n	2	78,00	156,00				
Matériel Informatique (Budget Général/PIP) 2 Disques Dur externe 1To 2,5" USB 3.0 marque SEAGATE Modèle Expansion	2	286,80	573,60				
Matériel Informatique (Budget Général/PIP) 1 Rack externe 3,5" USB 3.0	1	72,00	72,00				
Matériel Informatique (Budget Général/PIP) 2 Hub USB 3 ports	2	70,00	140,00				
Matériel Informatique (Budget Général/PIP) 8 Onduleurs PowerTech Green Génération 650 VA	8	699,60	5 596,80				
Matériel Informatique (Budget Général/PIP) 11 Tablettes T3 8,0 avec Housse	11	1 670,40	18 374,40				
Matériel Informatique (Budget Général/PIP) 11 Imprimantes marque i-sensys MF 232 W	11	3 181,20	34 993,20				
Matériel Informatique (Budget Général/PIP) 3 Vidéo-Projecteurs marque CANON LV WX320	3	9 300,00	27 900,00				
Matériel Informatique (Budget Général/PIP) 6 Ordinateurs de bureau avec Ecran plat marque DELL, Clavier et Souris	6	7 164,00	42 984,00				
Matériel Informatique (Budget Général/PIP) 16 Ordinateurs portables marque LENOVO core i7 avec Housse	16	7 612,00	124 992,00				
Matériel Informatique (Ambassade du Japon/JICA) 2 Ordinateurs portables marque ASUS	2	3 210,00				6 420,00	
Matériel Informatique (Ambassade du Japon/JICA) 1 Imprimante TOUT EN UN marque CANON MF 633CDW	1	1 332,00				1 332,00	
Matériel Informatique (BAD/PAGI) 7 Routers TP-LINK TL-R470T	7	500,28		3 501,86			
Matériel Informatique (BAD/PAGI) 7 Switch 8 Ports TP-LINK TL-SF1008D	7	77,76		544,32			
Matériel Informatique (BAD/PAGI) 1 Switch 48 Ports TP-LINK JetStream TL-SG2452P	1	5 331,60		5 331,60			
Matériel Informatique (BAD/PAGI) 2 Imprimantes Led couleur RV marque BROTHER HL-3150CDW	2	PM		PM			
Matériel Informatique (BAD/PAGI) 11 Imprimante Multi-fonction à jet d'encre couleur 4 en 1 recto-verso marque BROTHER MFC-J480DW	11	PM		PM			
Matériel Informatique (BAD/PAGI) 10 Scanner marque MUSTEK A3 2400	10	PM		PM			
Matériel Informatique (BAD/PAGI) 1 Serveur complet marque FUJITSU PY RX2540 M4 Série n° YM6D011045 (Ecran marque FUJITSU, Clavier et Souris) avec Onduleur marque UPSON II 3000 RT00	1	36 946,00		36 946,00			
Matériel Informatique (BAD/PAGI) 9 Ordinateurs de bureau complet marque HP PRODESK (Ecran, Clavier et Souris optique)	9	4 893,70		44 043,31			
Matériel Informatique (BAD/PAGI) 13 Ordinateurs portable marque FUJITSU -avec Souris optique et Housse de transport	13	5 081,66		66 061,59			
Matériel Informatique (IDIRC/PNUD) 1 Ordinateur de bureau marque HP ProDesk 600 G3 SFF et Ecran 21,5" HP ProDisplay P223	1	PM			PM		
Matériel Informatique (IDIRC/PNUD) 1 Onduleur EATON 5PW 3000VA	1	PM			PM		
Matériel Informatique (IDIRC/PNUD) 1 Onduleur EATON Ellipse PRO 1200 IEC	1	PM			PM		
Matériel Informatique (IDIRC/PNUD) 1 Imprimante multifonction marque HP Laserjet Pro MFP M426fdw	1	PM			PM		
Matériel Informatique (SCAC) 7 Imprimantes Laserjet monochrome marque HEWLETT PACKARD M201DW	7	1 100,00					7 700,00
Matériel Informatique (SCAC) 7 Ordinateurs portables marque ASUS K501L avec Housse	7	3 650,00					25 550,00
Sous-Total 4 : Matériels Informatiques	144		255 782,00	156 428,79	0,00	7 752,00	33 250,00
Matériel Technique (Budget Général/PIP) 5 Jeux de Caméras sans fil en pack comprenant 4 caméras, 4 adaptateurs, 1 souris, 1 adaptateur DVR et 1 DVR	5	800,00	4 000,00				
Matériel Technique (Budget Général/PIP) 5 HDD 1 Tb (Disque dur pour Caméra de surveillance)	5	195,00	975,00				
Matériel Technique (Budget Général/PIP) 5 TV Led 32 pouces pour Caméra de surveillance	5	500,00	2 500,00				
Matériel Technique (Budget Général/PIP) 2 Onduleurs UPS VMARK 1000VA pour Caméra de surveillance	2	305,00	610,00				
Matériel Technique (Budget Général/PIP) 2 Stabilisateurs AVR VMARK 1000VA pour Caméra de surveillance	2	85,00	170,00				
Sous-Total 5 : Matériels Techniques	19		8 255,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL des Acquisitions et Dons en 2018	347		1 325 902,69	156 428,79	0,00	1 095 777,70	33 250,00

Tableau 8b: Acquisitions de matériels en 2018

3

CONTRAINTES VECUES ET SOLUTIONS ADOPTEES

3.1- VOLET EDUCATION

Contraintes	Solutions
La non disponibilité à temps du nouveau guide sur les infractions routières met au ralenti cette activité alors que c'est un support principal pour la mobilisation des acteurs routiers	Remobilisation des autres parties prenantes telles que la GN, la PN et l'ATT pour avancer dans la finalisation, la validation et la signature du nouveau guide sur les infractions routières
L'ancien code de conduite (élaboré selon l'esprit de l'ancienne législation anti-corruption) n'est plus valable	Redynamisation des agents centraux sur l'esprit global du code de conduite et enclenchement du processus de mise à jour par rapport à la loi en vigueur
Le texte portant code de conduite des communes n'est pas encore promulgué par le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation	Poursuite de pourparlers auprès des responsables du MID notamment auprès de la nouvelle équipe
L'insertion de module anti-corruption dans les écoles de formation professionnelle tarde à se réaliser	Comme les écoles de formation sont d'envergure nationale, un plaidoyer au niveau central doit précéder toutes les démarches à entreprendre Il y a également des conférences organisées conjointement avec les écoles. A titre d'exemple, pour le cas de la BT Toamasina, la mise à jour des curricula élaborés avec la GN en 2008 a été réalisée avec le concours de l'équipe de l'ESGN Moramanga
Difficulté d'appropriation par les équipes opérationnelles des activités prévues dans le cadre d'un groupe de réflexion sur l'intégrité publique et la lutte contre la corruption	Organisation à l'interne d'une séance de lecture commune pour une compréhension partagée et une interprétation unique
Non adoption de programmes officiels de LCC dans les établissements scolaires	Mobilisation des acteurs afin d'avancer dans le processus de la réforme curriculaire prévue dans le Plan Sectoriel de l'Education Sensibilisation et promotion du RHI en attendant la réforme Au niveau des BT (entre autres Tuléar et Toamasina), la collaboration avec des organismes locaux est à signaler.
Dans le cadre de la collaboration du Bureau avec le secteur privé, l'inexistence 1- d'une compréhension commune et 2- de la définition consensuelle, de la stratégie et de la démarche d'intervention dans le milieu des affaires ont fortement handicapé la mise en œuvre des activités prévues, alors que le secteur privé figure parmi les secteurs prioritaires	Sensibilisation des cadres et des employés selon la sollicitation des dirigeants de certaines entreprises notamment les entreprises franchises. Développement de partenariat avec des organismes ayant déjà plus d'accès et d'expériences avec le secteur privé

Tableau 9 : Contraintes vécues et solutions adoptées par le volet Education

3.2- VOLET PREVENTION

Contraintes	Solutions
Politique sectorielle en matière de lutte contre la corruption : attente de la promulgation du décret portant mise en place des dispositifs anti-corruption dans le secteur public	- Poursuite des pourparlers auprès des instances compétentes - Appui des Départements ministériels / Directions générales, Services Déconcentrés de l'Etat et des CTD ayant sollicité l'appui du BIANCO pour la mise en place des CAC.
Mise en œuvre des activités de prévention : - Insuffisance de l'effectif de l'équipe opérationnelle du volet Prévention - Augmentation du nombre des Etablissements / Directions sollicitant l'appui du bureau dans la réalisation des concours administratifs	Recrutement d'agents temporaires pour renforcer l'équipe du volet Prévention pendant l'assistance des organisateurs de concours administratifs
Augmentation des trafics illicites des ressources naturelles au niveau des aéroports : attente de la fin des travaux de réhabilitation de quelques aéroports pour la mise en œuvre effective des mesures de prévention de la corruption.	- Réalisation des études sur les trafics illicites des ressources naturelles au niveau de quatre aéroports internationaux. - Mise en œuvre des recommandations faisables à court terme afin de réduire les risques de corruption au niveau de ces aéroports

Tableau 10 : Contraintes vécues et solutions adoptées par le volet Prévention

3.3- VOLET APPLICATION DE LA LOI

Contraintes	Solutions
Insuffisance des lignes budgétaires affectées au volet application de la loi	Aménagement budgétaire
Insuffisance des fonds nécessaires à l'accélération du processus de traitement des dossiers porteurs	La collaboration a été renforcée entre les différentes BT pour la poursuite des opérations d'investigations afin d'éviter les déplacements onéreux.
Il y a des dossiers de corruptions dont le traitement s'avère difficile à réaliser (lieu inaccessible, localité enclavée, petites corruptions demandant un vrai déploiement de l'équipe ...)	Ces dossiers ont été délibérés et décidés pour LM3. Ils ont été envoyés auprès des autorités judiciaires les plus proches.
Certaines activités du volet application de la loi, comme la recherche de renseignements, les réunions avec les juridictions etc. n'ont pas reçu de financement de la part des bailleurs.	Certaines de ces activités ont été réalisées au cours des missions d'investigations
Plusieurs localités sont classées zones rouges en raison de l'insécurité	Recours aux éléments de la gendarmerie pour assurer la sécurité des agents du Bureau
Matériels informatiques insuffisants	Recours fréquent à des carnets de déclarations

Tableau 11 : Contraintes vécues et solutions adoptées par le volet Investigation

3.4- VOLET COMMUNICATION

Contraintes	Solutions
Retard de l'envoi de la version Word compilée du rapport annuel d'activités auprès du Département pour correction et mise en page	Respect du deadline par chacune des parties concernées
Arrivée tardive auprès du Département communication des informations nécessaires pour communication presse des dossiers sensibles	Négociation auprès du responsable de la rédaction pour réservation d'espace dans les presses écrites et pour considération de l'élément dans le journal TV ou radio
Déplacement des journalistes lors de la conférence de presse	Attribution d'un car de ramassage sur un point de ralliement
Animation et gestion quotidienne en temps réel du site web nécessitant la présence d'un personnel fixe à tout moment	Recrutement d'un Community Manager
Animation, publication et gestion quotidienne en temps réel du compte facebook nécessitant la présence d'un personnel fixe à tout moment	Recrutement d'un Community Manager
<i>Activité : Mise en place du réseau de panneaux d'affichage 4x3m.</i> - Envergure du projet et lourdeur des procédures (territoire national, repérage des lieux, demandes d'autorisation, fabrication, implantation, conception, impression, affichage), inversement proportionnelles au délai de réalisation imparti (8 semaines).	- Mise à contribution des Branches Territoriales pour : * Les procédures administratives (repérages des lieux d'implantation, demande d'autorisation) * Le suivi des implantations locales. - Traitement au niveau central de la construction des structures, de la conception et de l'impression de la totalité des affiches.

Tableau 12 : Contraintes vécues et solutions adoptées par le volet Communication

3.5- VOLET RESSOURCES HUMAINES, ADMINISTRATIONS ET FINANCES

Contraintes	Solutions
Insuffisance de poste budgétaire pour le renflouement d'effectif prévu dans le PTA	Recrutement de personnel par voie de détachement ou mise à disposition pour emploi
Insuffisance de l'effectif du département RH	Recours à des étudiants stagiaires
Matériels de classement des dossiers du personnel, en mauvais état et insuffisant	
Vétusté des matériels informatiques et spécifiques (machine à écrire)	Recours aux matériels des autres départements

Tableau 13 : Contraintes vécues et solutions adoptées par le volet Ressources humaines, administrations et finances

4

PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2019

En termes de perspectives pour 2019, le Bureau envisage plusieurs actions pour améliorer son efficacité dans la lutte contre la corruption. En priorité, la restructuration de l'organisation interne sera opérée et devrait permettre de renforcer les mécanismes de suivi des actions et du contrôle interne, pour pallier aux failles identifiées par les évaluations effectuées tant en interne que par des audits externes. Il devrait résulter de cette réforme, le renforcement en effectif des équipes opérationnelles dans chaque volet d'intervention, ainsi que l'amélioration des infrastructures d'accueil. C'est dans ce sens qu'un bâtiment a été construit en 2018, afin que la Direction Générale puisse disposer dès le 1^{er} semestre de cette année, de nouveaux locaux en léguant les anciens bureaux à la branche territoriale d'Antananarivo. Au niveau des provinces, les travaux de construction d'un nouveau local pour la Branche territoriale de Toamasina³, et l'extension des locaux de la branche territoriale de Fianarantsoa⁴ vont être entamés cette année.

Concernant le **volet de l'application de la loi**, au regard de l'insuffisance de postes budgétaires alloués au BIANCO pour cette année, et pour renforcer l'effectif des enquêteurs afin d'accélérer le traitement des dossiers, le recrutement de nouveaux personnels se fera en priorité auprès des personnels de l'Etat, en particulier auprès de la Gendarmerie et de la Police Nationale. De nouvelles voitures de missions seront acquises dans le cadre du PIP 2019, pour augmenter les moyens des branches territoriales et leur permettre de multiplier les missions, afin de résorber les instances dans le traitement des doléances issues des régions.

Il convient également de mentionner le « logiciel open source » qui permet de créer des plateformes de lancement d'alerte sécurisées dont le lancement officiel sera effectué cette année. Il s'agit d'une plateforme numérique, d'une grande facilité d'utilisation basée sur les meilleures pratiques de sécurité afin de protéger le lanceur d'alerte en garantissant les critères d'anonymat et de confidentialité.

Par ailleurs, il est prévu de mettre en place, avec le soutien de l'Union Européenne, une plateforme unique de base données ainsi qu'un système informatique de traitement et de suivi des dossiers de procédure, en collaboration avec le PAC et le Samifin, dans le but d'aboutir à une meilleure interaction des acteurs du système anti-corruption.

Dans le cadre du partenariat avec le GIZ, le manuel de procédures à l'usage des enquêteurs fera l'objet d'une mise à jour pour l'adapter aux nouvelles dispositions du code de procédure pénale, et tenant compte des nouvelles pratiques d'investigation des infractions de corruption.

Enfin, le Bureau va se doter cette année, grâce à l'appui du PNUD, de plusieurs matériels informatiques spécifiques d'enquêtes, pour renforcer la capacité d'investigation des enquêteurs, et pour améliorer également la qualité des dossiers transmis aux juridictions.

Pour le volet Education, Pour le volet Education, les activités déjà menées en 2018 seront reprises et consolidées en axant les efforts sur la mobilisation des jeunes, par les réseaux d'honnêteté et d'intégrité (RHI), ainsi que sur la redynamisation des codes d'éthique et de déontologie pour mieux combattre la corruption dans le secteur public.

Spécialement **pour le volet Prévention**, les actions futures trouveront une autre dimension avec la mise en œuvre de la stratégie sectorielle, dans le cadre de la Politique Générale de l'Etat en matière de lutte contre la corruption. La mise en place et l'opérationnalisation des cellules anti-corruption, au niveau des collectivités décentralisées et des administrations vont être intensifiées, notamment dans les secteurs considérés comme prioritaires par la SNLCC. Il résulte de cette approche un partenariat développé avec les organisations de la société civile oeuvrant pour la bonne gouvernance, afin de toucher le maximum de cibles.

³ L'ancien local a été incendié au cours des événements de 2009.

⁴ Le bâtiment actuel ne peut abriter qu'une partie du personnel, de sorte qu'une autre partie du personnel occupe un local administratif éloigné d'1 km.

Des efforts seront également à déployer pour améliorer la modalité de recrutement des fonctionnaires malagasy tout en envisageant de nouvelles mesures de prévention plus efficaces et plus pérennes, afin de sécuriser les différents concours administratifs. L'objectif entre autres est de dématérialiser les procédures, afin de réduire au minimum l'intervention humaine. Il convient également de mentionner le renforcement des activités de lutte contre la corruption sur les axes routiers par la production et la diffusion de supports de communication et d'éducation, ainsi que l'intensification de la lutte contre le trafic de nos ressources naturelles et fauniques, en collaboration avec les organisations non gouvernementales concernées par la protection de l'environnement.

Enfin, les activités relatives à la réception des déclarations de patrimoine seront soutenues à travers la mise en fonction d'un système informatique permettant la gestion dynamique et la déclaration en ligne qui devrait être effective cette année.

En ce qui concerne la **Communication**, le déploiement des panneaux de sensibilisation de masse sur la lutte contre la corruption va continuer cette année, et devrait s'étendre jusque dans les districts.

ANNEXE

Annexe 1

TABLEAU SYNTHETIQUE DES REALISATIONS

1.1- VOLET EDUCATION

Activité	Indicateurs	Réalisations
Accompagner les CAC dans la mise en œuvre des mesures et dispositifs de prévention relatifs au contrôle de la Police Nationale et de la Gendarmerie Nationale sur les grands axes routiers	Type de supports conçus	9
	Nombre de supports / guide distribués	848
	Nombre d'ateliers de mobilisation	29
Renforcer la compétence éthique des fonctionnaires	Nombre de séances d'appropriation du Code de conduite des SDE	119
	Nombre de CAC opérationnelles au niveau des Communes	30
	Nombre de séances d'appropriation au niveau des communes	93
Insérer des modules de formation sur la LCC dans les programmes de formation initiale et continue des agents de la fonction publique	Nombre de Curricula de formation élaborés	2
	Nombre d'écoles ayant enseigné le module de formation	2
Mobiliser les OSC en matière de LCC : Secteurs prioritaires (Association des usagers, transparence budgétaire, services sanitaires, ...)	Nombre d'OSC mobilisés	14
	Nombre de séances de mobilisation d'interpellation/dénonciation	9
Mobiliser les acteurs électoraux en matière de LCC	Nombre de séances de mobilisation	49
	Nombre d'entités mobilisées	93

Tableau 14: Synthèse des réalisations du volet Education

Créer un groupe de réflexion sur l'intégrité publique et la lutte contre la corruption	Nombre de groupes de réflexion créés	1
Renforcer l'engagement des acteurs à l'Aéroport international pour réduire toutes formes de trafics illicites des ressources naturelles	Document de synthèse des résolutions think tank	0
Promouvoir une meilleure gouvernance communale	Nombre de séances de mobilisation	4
Suivre et appuyer les structures locales anti-corruption dans la mise en œuvre de la LCC au niveau des BIF (sensibilisation, production de supports spécifiques, vulgarisation du manuel de procédure foncier (TI)...) Appuyer la conception et l'introduction de la dimension LCC dans le programme des établissements scolaires et autres organisations	Nombre de supports	60
Promouvoir la création et l'opérationnalisation des RHI en milieu scolaire	Nombre de Communes accompagnées pour la promotion de la transparence budgétaire	43
Promouvoir la création et l'opérationnalisation des RHI en milieu universitaire	Nombre de BIF/Communes	10
Mobiliser les entreprises et groupements dans l'engagement au respect du code de conduite des affaires	Nombre de séances de mobilisation	15
Effectuer des actions de communication de masse en matière de LCC	Nombre de documents d'accompagnement élaborés (par cycle EF, Lycée, ETF, autres)	2
Célébrer la JILCC	Nombre d'écoles ayant enseigné le module de formation	2
Développer des partenariats avec les OSC et médias pour l'éducation du public en matière de LCC	Nombre de RHI créés	16
	Nombre de RHI opérationnels	89
	Nombre de RHI créés	2
	Nombre de RHI opérationnels	2
	Nombre d'entreprises/groupement d'entreprises engagés	5
	Type de supports produits	4
	Nombre de supports produits	2000
	Nombre de localités animées	6
	Nombre de médias partenaires	38
	Nombre de séances	19

Tableau 14b: Synthèse des réalisations du volet Education (suite)

1.2- VOLET PREVENTION

Activités	Indicateurs	Realisations
Accompagner les CAC et les structures mixtes chargées de la Sécurité Routière (CMSR) dans la mise en œuvre des mesures et dispositifs de prévention sur le contrôle effectué par la Police Nationale et la Gendarmerie Nationale sur les grands axes routiers	Nombre de CMSR créés et/ou opérationnels	06
Organiser avec des OSC un concours régional des CAC sur l'effectivité des dispositifs anti-corruption (DAC) mis en place au niveau des services publics	% CAC participants	0%
Assister les organisateurs pour renforcer la sécurisation des concours administratifs : ENMG (3 Magistrats et 1 Greffier) Académie Militaire, Police Nationale, Gendarmerie Nationale, ENAM, Impôt, Education, Santé, INJ	% CAC ayant l'appréciation "satisfaisant" ou plus	0%
Créer et rendre opérationnelle une cellule anti-corruption et mettre en place des dispositifs spécifiques de prévention au niveau de tous les secteurs	Nombre de concours assistés	17
Effectuer le suivi de la mise en œuvre des recommandations relatives à l'analyse des risques de corruption, de fraude et trafics illicites à l'aéroport international de Nosy be	Nombre de CAC/SDE créés	116
	Nombre de CAC/CTD créés	154
Accompagner les donneurs d'alerte à fournir des informations et à transmettre des renseignements sur l'exploitation et le trafic illicites des ressources naturelles et appuyer les actions de plaidoyer menées par le réseau d'acteurs auprès des entités concernées	Nombre d'aéroports accompagnés	00
Accompagner les communes urbaines à rendre leurs chaînes de recettes transparentes et crédibles	Nombre de donneurs d'alerte	33
	Nombre de membres du réseau d'acteurs	25
	Nombre de Communes accompagnées	26

Tableau 15: Synthèse des réalisations du volet Prévention

1.3- VOLET COMMUNICATION

Activités	Indicateurs	Réalisations
Rapport annuel d'activités	Nombre d'exemplaires de Rapport annuel édité	100
Articles et communiqués de presse	Nombre d'articles et communiqués de presse envoyés à la presse	20, relatifs aux activités d'éducation et de prévention
Brèves	Nombre de brèves ayant fait l'objet de réécriture	90
Communication sur dossier sensible	Nombre de dossiers sensibles communiqués à la presse	07
Production de support de communication : Rollup	Nombre de supports produits	02
Supports photos/vidéos	Nombre d'événements sujet de prise de photos	10
Conférence de presse	Nombre de conférences de presse réalisées	01 (présentation officielle du rapport annuel 2017)
Interview	Nombre d'interview effectuée	02
Site web	Nombre de mise à jour effectuée par semaine	03
Facebook	Animation par jour	02 à 03
Présentation officielle du Rapport annuel d'activités	Nombre d'événement créé et de communication média générée	01
Célébration de la Journée des RHI	Nombre de Communication média effectué	01
Célébration de la Journée Internationale de la lutte contre la corruption JILCC	Nombre de Communication média effectué	01

Tableau 16: Synthèse des réalisations du volet Communication

Réalisation d'une campagne de mobilisation par affichage géant 4X3 m	-Nombre de maquette -Territoire	05 05 Territoire : Antananarivo ville
Edition du Calendrier 2019 BIANCO	- Format	2
Partenariats avec les organes de presse : RNM et Radio Vaovao Mahaso	- Nombre d'exemplaires	5 000 + 750
Partenariats avec les organes de presse : RNM Diffusions d'émissions "Aok'izay ny kolikoly"	Nombre de partenariats - Nombre de diffusions - Territoire	2 260 Territoire : nationale
Partenariats avec les organes de presse : RNM Production et diffusions de Tops horaires	- Nombre de TOP HORAIRE	12
Partenariats avec les organes de presse : RVM Diffusions d'émissions "Aok'izay ny kolikoly"	- Nombre de diffusions Territoire	13 Territoire : nationale
Edition d'un Agenda 2019 personnalisé, destiné au personnel du BIANCO	- Nbr diffusions : 81	- Nbr diffusions : 81
Mise en place d'un réseau d'affichage urbain et sur les Routes Nationales (financement PAGI)	Nombre d'exemplaires - Nombre de maquettes - Nombre d'affiches - Territoire	200 22 30 Territoire : nationale
Edition d'une affiche de mobilisation des jeunes (financement PAGI)	- Nombre de maquette - Nombre d'exemplaires	1 2 500
Edition d'une brochure de mobilisation sur les ELECTIONS (financement SACEM)	Nombre de maquette	1
Edition et mise en ligne du bulletin de mobilisation "Miara-miady amin'ny kolikoly"	Nombre de publications	5
Conception et mise en ligne de visuels de mobilisation sur la page facebook du BIANCO	Nombre de publications	22
Etude mise en place d'une Cellule de Production de Supports de Communication	Nombre d'étude	1

Tableau 16b: Synthèse des réalisations du volet Communication (suite)

COMMUNICATION DE PROXIMITE AU NIVEAU DES SIX BRANCHES TERRITORIALES DU BIANCO ANNEE 2018

RUBRIQUES	BRANCHES TERRITORIALES BIANCO						TOTAL
	TNR	TMN	FNR	MJG	TOL	ANT	
Nombre d'émissions/spots diffusés dans de stations TV de proximité	02	06	17	130	0	04	159
Nombre de stations TV de proximité impliquées	02	06	04	09	0	06	27
Nombre de Districts touchés	07	05	06	08	0	09	35
Nombre de reportages TV réalisés et diffusés	01	0	15	02	0	03	21
Nombre de plateaux TV de proximité réalisés	01	04	0	16	12	04	37
Nombre d'émissions/spots diffusés dans de stations de Radio de proximité	Emission Aok'izay ny kolikoly = 285 Spots = 10						2620
Nombre de stations Radio de proximité impliquées	11	12	25	13	04	13	78
Nombre de Districts touchés	15	09	22	13	04	09	72
Nombre de reportages Audio réalisés et diffusés	10	0	0	0	02	01	13
Nombre de plateaux Radio de proximité réalisés	05	09	0	12	02	04	32
Nombre de reportages réalisés et diffusés dans la Presse écrite	0	0	0	0	0	03	03
Nombre d'insertions d'articles de LCC dans des périodiques appartenant à nos partenaires.	04	0	01	04	0	05	14
Nombre de sketches audio réalisés et diffusés en dialectes locales	0	0	0	05	0	0	05
Nombre de supports et d'outils de communication produits localement	Tee shirt = 800 Casquette = 500 Fanion = 500 Polo = 200 Affiche Jeune 100 Affiche Administration = 100 Affiche JILCC = 50 Dépliant Jeune = 200 Dépliant loi = 1000 Pin's = 250 Brochure loi = 250						9603
Nombre d'événements créés (portes ouvertes, expositions...)	P.Ouverte 10 Exposition 6	0	02 Expo 07 evt	02	02	05 Expo	34
Nombre de conférences, de conférences-débats, points de presse...réalisés.	Conférence débat = 2	04	12	0	04	03 conf déb 03 Conf Press	28
Nombre de communiqué de presse /ou nombre d'articles parus dans des presses écrites	0	02	0	04	0	05	11
Nombre de communiqué à la Radio / ou nombre d'interventions dans des journaux parlés	02	04	0	01	0	04	11
Nombre de communiqué à la TV / ou nombre d'interventions dans des journaux TV	01	03	0	0	0	05	09
Nombre d'articles parus dans le site internet du BIANCO (**En fonction de la pertinence du sujet)	02	02	01	03	02	01	11
TOTAL	4326	436	6543	1252	123	143	12823

N.B. BT : Branche Territoriale ; TNR : BT Antananarivo ; TMN : BT Toamasina ; MJG : BT Mahajanga ; FNR : BT Fianarantsoa ; TOL: BT Toliara ; ANT: BT Antsiranana

Tableau 17: Situation des réalisations des activités de communication de proximité par Branche Territoriale

ACTIVITES DE COMMUNICATION A L'OCCASION DU 09 DECEMBRE
JOURNEE INTERNATIONALE DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - Anné 2018

Thème générique: «Fandraisan'andraikitry ny rehetra amin'ny ady atao amin'ny kolikoly, antoky ny fampandrosoana maharitra»

Branches Territoriales et lieu de célébration	TNR Lieu : Antsirabe	TMN Lieu : Mahanoro	FNR Lieu : Ihosy	MJG Lieu : Mahajanga	TOL Lieu : Ampanihy Ouest	ANT Lieu : Sambava
Activités						
Organisation d'une célébration officielle	1	01	01	01	01	01
Réalisation d'émissions spéciales 9 Décembre (TV et Radio)	10 (émissions radio)	02	01	01	0	01
Réalisation de spots spéciaux 9 Décembre (TV et Radio)	5 (spots radio)	01	02	0	16 diff	02
Réalisation de reportages TV à l'occasion du 9 Décembre	1	0	0	01	0	03
Invitation au plateau à l'occasion de 9 Décembre (TV et Radio)	6	01	01	06	0	0
Organisation d'un débat télévisé	0	0	0	01	0	0
Production de magazine	0	0	0	0	0	0
Communiqué (de presse, de Radio, de TV) à l'occasion du 9 Décembre	1 (bande d'annonce)	01	0	01	01	02
Production d'affiches spéciales 9 Décembre	2 (affiche Jeune et affiche Administration publique)	20	01 petit fanion (300 expl)	01	0	0
Production de banderoles spécial 9 Décembre et véhiculant des messages anti-corruption	2 (thème conférence débat secteur privé et thème JILCC)	02	01 casquette (200 expl) 04 banderoles 01 bâche	04	04 band 02 Rollup	04
Organisation de carnaval	1 (1700 personnes mobilisées)	01	01	0	02 (Toliara et Ampanihy)	01
Organisation de manifestations sportives associées à la LCC	0	03	02	0	01	0
Organisation de manifestations socioculturelles associées à la LCC (radio crochet, danse folklorique, poésie, sketch...)	4 (sous forme de jeux radiophonique sur 4 stations radio)	01	02	01	04	01
Organisation de conférences, de conférences-débats pour la promotion de la culture anti-corruption	2	0	01	0	0	01 conf presse
Organisation de toutes sortes de concours en LCC et distribution de prix.	1 Concours SDS entre les services techniques 7 tableaux d'affichage offerts à titre de prix pour les services les plus motivés	01	0	01	0	02
Diffusion de film SEDRA/MANKANY @ FIOVANA, clip lo kolikoly io Princio	1 mankany @ fiovana 1 clip io kolikoly io	01	0	0	0	0
Expositions	5	0	0	0	01	01
Déclaration solennelle (de M.Le Directeur Général)	1	01	09	06	12	03

Tableau 18: Récapitulation des activités réalisées lors de la Journée internationale de la Lutte Contre la Corruption - 2018

1.4- VOLET APPLICATION DE LA LOI

Le volet application de la loi concerne, d'une part, la mise en œuvre de la répression des infractions de corruption et assimilées, et d'autre part, la gestion dynamique de la déclaration de patrimoine.

1.4.1- Ligne d'activités de la division investigation

Activités	Indicateurs	Réalisations
LA7.9.3 : Recevoir et délibérer les doléances parvenues au Bureau	Nombre de doléances reçues	2689
	Nombre de lettres de réponse envoyées	1089
	Nombre de doléances de corruptions reçues	851
LA8.4.1 : Effectuer les enquêtes sur les doléances investigables	Nombre de dossiers traités	666
LA8.4.5 : Transmettre les dossiers d'investigation et présenter les personnes soupçonnées devant le parquet	Nombre de dossiers transmis aux juridictions :	179

Tableau 19: Ligne d'activités de la division Investigation

1.4.2- Résultats des investigations - Traitement des doléances du 01 janvier au 31 décembre 2018 -

1.4.2.1- Répartition des doléances reçues du 01 janvier au 31 décembre 2018 : doléances investigables et non investigables

	TNR	FNR	TMN	MJG	TOL	ANT	TOTAL cumulé
Instances de l'année 2017	584	264	214	268	195	371	1896
- Nombre des doléances non investigables en instance	273	16	77	13	0	8	387
- Nombre des doléances investigables en instance	311	248	137	255	195	363	1509
Nombre total des doléances reçues	568	392	402	379	416	532	2689
- Nombre des doléances non investigables reçues	325	305	304	280	295	329	1838
- Nombre des doléances investigables reçues	243	87	98	99	121	203	851
Nombre des doléances à traiter	1152	656	616	647	611	903	4585
- Nombre des doléances non investigables à traiter	598	321	381	293	295	337	2225
- Nombre des doléances investigables à traiter	554	335	235	354	316	566	2360
Nombre des doléances traitées	345	385	387	417	362	581	2477
- Nombre des doléances non investigables traitées	286	259	279	281	263	320	1688
- Nombre des doléances investigables traitées	59	126	108	136	99	261	789
Instances de l'année 2018	807	271	229	230	249	322	2108
- Nombre des doléances non investigables en instance	312	62	102	12	32	17	537
- Nombre des doléances investigables en instance	495	209	127	218	217	305	1571

Tableau 20: Répartition des doléances reçues du 01 janvier 2018 au décembre 2018

1.4.2.2- Traitement des doléances du 01 janvier au 31 décembre 2018

	TNR	FNR	TMN	MJG	TOL	ANT	TOTAL Cumulé
a) Traitement doléances non investigables							
Doléances non investigables classées sans suite (CSS) après décision du Comité de délibération	30	9	15	1	29	31	115
Doléances non investigables objets de LM expédiées et ARC :	256	250	264	280	234	289	1573
b) Traitement doléances investigables							
Doléances jointes à une autre doléance	0	26	47	7	34	9	123
Doléances classées sans suite après délibération du Comité Consultatif d'Investigation	39	72	43	93	45	195	487
Doléances transmises aux Juridictions après investigations	20	28	18	36	20	57	179
TOTAL des doléances traitées	345	385	387	417	362	581	2477

Tableau 21: Traitement des doléances du 01 janvier au 31 décembre 2018

1.4.2.3- Renseignements afférents aux personnes poursuivies du 01 janvier au 31 décembre 2018

	TNR	FNR	TMN	MJG	TOL	ANT	TOTAL Cumulé
Nombre de personnes poursuivies	73	67	65	78	39	93	415
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	41	33	15	3	13	42	147
Nombre de personnes mises en détention provisoire	13	5	4	1	5	11	39
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	28	28	11	2	8	31	108

Tableau 22: Résultat des investigations effectuées au cours de l'année 2018

1.4.2.4- Qualité des personnes poursuivies du 01 janvier au 31 décembre 2018

Fonctionnaires Cadre A, B, C, D									
Nombre de personnes poursuivies	9	11	11	7	9	15	62		
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	4	9	4	1	4	11	33		
Nombre de personnes mises en détention provisoire	1	1	0	0	2	8	12		
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	2	8	4	1	2	3	20		
Officiers de Police judiciaire de la Gendarmerie									
Nombre de personnes poursuivies	3	4	2	2	10	0	21		
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	3	2	2	0	7	0	14		
Nombre de personnes mises en détention provisoire	3	0	0	0	0	0	3		
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	0	2	2	0	0	0	4		
Officiers de Police judiciaire de la Police Nationale									
Nombre de personnes poursuivies	0	1	2	1	0	3	7		
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	0	0	0	0	0	0	0		
Nombre de personnes mises en détention provisoire	0	0	0	0	0	0	0		
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	0	0	0	0	0	0	0		
Officiers de Police judiciaire des administrations spécialisées									
Nombre de personnes poursuivies	0	0	0	2	0	2	4		
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	0	0	0	0	0	0	0		
Nombre de personnes mises en détention provisoire	0	0	0	0	0	0	0		
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	0	0	0	0	0	0	0		
Membre des Corps d'Administrateurs, d'Inspecteurs et de Commissaires dans l'Administration Publique									
Nombre de personnes poursuivies	0	0	0	0	0	1	1		
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	0	0	0	0	0	1	1		
Nombre de personnes mises en détention provisoire	0	0	0	0	0	0	0		
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	0	0	0	0	0	1	1		
Les Ordonnateurs et Comptables Publics									
Nombre de personnes poursuivies	4	4	0	0	0	0	8		
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	4	3	0	0	0	0	7		
Nombre de personnes mises en détention provisoire	2	0	0	0	0	0	2		
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	2	3	0	0	0	0	5		

Tableau 23: Qualité et nombre des personnes poursuivies

Fonctionnaires de l'administration fiscale									
Nombre de personnes poursuivies	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de personnes mises en détention provisoire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonctionnaires de l'administration du Trésor									
Nombre de personnes poursuivies	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Nombre de personnes mises en détention provisoire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Fonctionnaires de l'administration domaniale (Domaine et Topo)									
Nombre de personnes poursuivies	3	0	3	0	0	6	9	21	
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	0	0	0	0	0	6	7	13	
Nombre de personnes mises en détention provisoire	0	0	0	0	0	5	0	5	
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	0	0	0	0	0	0	7	7	
Fonctionnaires de l'Administration Pénitentiaire									
Nombre de personnes poursuivies	0	14	2	0	0	5	0	21	
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	0	5	0	0	0	0	0	5	
Nombre de personnes mises en détention provisoire	0	1	0	0	0	0	0	1	
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	0	4	0	0	0	0	0	4	
Fonctionnaires de l'administration territoriale (Chefs de province, Commissaires Généraux des Provinces, Préfets de Région, Chefs de Région, Chef district, Préfet, Délégué d'Arrondissement....)									
Nombre de personnes poursuivies	1	2	2	2	0	0	2	9	
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	0	0	0	0	0	0	0	0	
Nombre de personnes mises en détention provisoire	0	0	0	0	0	0	0	0	
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	0	0	0	0	0	0	0	0	
Elus des circonscriptions territoriales (Maire, Conseillers municipaux, régionaux, provinciaux)									
Nombre de personnes poursuivies	3	13	7	10	14	41	88		
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	3	9	0	5	14	14	45		
Nombre de personnes mises en détention provisoire	3	0	0	1	3	1	8		
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	0	9	0	4	3	13	29		

Tableau 23b: Qualité et nombre des personnes poursuivies (suite)

Fonctionnaires Cadre A, B, C, D							
Nombre de personnes poursuivies	9	11	11	7	9	15	62
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	4	9	4	1	4	11	33
Nombre de personnes mises en détention provisoire	1	1	0	0	2	8	12
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	2	8	4	1	2	3	20
Officiers de Police judiciaire de la Gendarmerie							
Nombre de personnes poursuivies	3	4	2	2	10	0	21
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	3	2	2	0	7	0	14
Nombre de personnes mises en détention provisoire	3	0	0	0	0	0	3
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	0	2	2	0	0	0	4
Officiers de Police judiciaire de la Police Nationale							
Nombre de personnes poursuivies	0	1	2	1	0	3	7
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de personnes mises en détention provisoire	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	0	0	0	0	0	0	0
Officiers de Police judiciaire des administrations spécialisées							
Nombre de personnes poursuivies	0	0	0	2	0	2	4
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de personnes mises en détention provisoire	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	0	0	0	0	0	0	0
Membre des Corps d'Administrateurs, d'Inspecteurs et de Commissaires dans l'Administration Publique							
Nombre de personnes poursuivies	0	0	0	0	0	1	1
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	0	0	0	0	0	1	1
Nombre de personnes mises en détention provisoire	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	0	0	0	0	0	1	1
Les Ordonnateurs et Comptables Publics							
Nombre de personnes poursuivies	4	4	0	0	0	0	8
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	4	3	0	0	0	0	7
Nombre de personnes mises en détention provisoire	2	0	0	0	0	0	2
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	2	3	0	0	0	0	5

Tableau 23c: Qualité et nombre des personnes poursuivies (suite)

Tableau 23d: Qualité et nombre des personnes poursuivies (suite et fin)

Dirigeants sociaux qui siègent au sein des établissements publics, des sociétés à participation publique							
Nombre de personnes poursuivies	1	0	0	0	0	2	3
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	1	0	0	0	0	2	3
Nombre de personnes mises en détention provisoire	0	0	0	0	0	1	1
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	1	0	0	0	0	1	2
Autres							
Nombre de personnes poursuivies	25	8	35	47	2	7	124
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	5	2	9	0	2	2	20
Nombre de personnes mises en détention provisoire	1	0	4	0	0	0	5
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	4	2	5	5	2	2	20

1.4.2.5- Répartition par infraction des dossiers transmis aux juridictions du 01 janvier au 31 décembre 2018

Tableau 24: Etat par infraction des dossiers transmis aux juridictions -du 01 janv au 31 déc

INFRACTIONS	NOMBRE DE DOSSIERS TRANSMIS							TOTAL Cumulé
	TNR	FNR	TMN	MJG	TOL	ANT		
Concussion	2	3	3	6	3	8	25	
Exonérations et franchises illégales	0	0	0	0	0	0	0	
Prise d'avantage injustifié	0	0	0	0	0	0	0	
Prise d'emploi prohibé	0	0	0	0	0	0	0	
Favoritisme	2	3	3	4	1	1	14	
Commerce incompatible	0	2	0	0	0	0	2	
Corruption passive	2	7	1	3	6	3	22	
Corruption active	2	0	0	0	0	2	4	
Trafic d'influence	1	5	0	2	0	0	8	
Abus de fonction	12	20	13	21	13	16	95	
Conflit d'intérêt	3	0	2	0	1	1	7	
Cadeaux	0	0	0	0	0	1	1	
Enrichissement illicite	1	0	0	0	0	0	1	
Défaut de déclaration de patrimoine	0	0	0	0	0	18	18	
Dénonciation abusive	0	0	0	0	0	0	0	
Corruption d'agent public étranger	0	0	0	0	0	0	0	
Corruption des dirigeants, actionnaires et employés des entreprises privées	0	0	0	1	0	0	1	
Détournement de deniers publics	8	9	6	5	4	5	37	
Détournement d'objets saisis	0	0	0	0	0	0	0	
Faux et usage de faux	7	1	2	1	5	7	23	
Blanchiment	2	0	0	0	0	0	2	
Commercialisation illicite	0	0	0	0	0	0	0	
Usurpation de titre	0	0	0	0	0	0	0	
Stellionat	0	0	0	0	0	0	0	
Escroquerie	0	0	0	0	0	0	0	
Recel	1	4	0	0	0	0	5	
Extorsion	0	2	0	0	0	0	2	
AUTRES	12	3	0	1	3	16	35	
TOTAL	55	59	30	44	36	78	302	

1.4.3 - Répartition des déclarations de patrimoine au niveau national

Catégorie de personnes assujetties	Nombre des assujettis 2017	Récalcitrants 2017	Nouveaux assujettis 2018	Assujettis redevables 2018	Nombre de déclarations reçues 2018	Assujettis redevables 2017-2018	Nombre de déclarations reçues 2017 - 2018	% déclarations reçues
Catégorie IV : Chefs de Région, Maires	1725	538	12	550	150	1737	1337	77,0%
Catégorie V : Magistrats de l'ordre judiciaire, administratif et financier	886	222	6	228	146	892	810	90,8%
Catégorie VI : Fonctionnaires occupant des postes de niveau égal ou supérieur à celui de directeur de ministère : Secrétaires Généraux, Directeurs Généraux, Directeurs du Cabinet, Directeurs	1754	622	547	1169	409	2301	1541	67,0%
Catégorie VII : Inspecteurs des Domaines, Douanes, Impôts, Trésor	957	203		203	124	957	878	91,7%
Catégorie VIII : Chefs de Formation Militaire	314	126	9	135	63	323	251	77,7%
Catégorie IX : Inspecteurs de l'IGE, IGAM, IGGN	80	4	7	11	8	87	84	96,6%
Catégorie X : Toute personne exerçant les fonctions d'officier de police économique ou judiciaire (OPJ) : Eaux et forêts, environnement et commerce, Gendarmerie Nationale, Police Nationale	6854	1448	250	1698	1561	7104	6967	98,1%
TOTAL	12570	3163	831	3994	2461	13401	11868	88,6%
Autres (*)					1215			

Tableau 25 : Réception des déclarations de patrimoine au niveau national - 31 décembre 2018
Assujettis BIANCO

1.4.4- Répartition des déclarations de patrimoine par la HCC au 31 décembre 2018

Catégorie de personnes assujetties	Nombre des assujettis	Nombre de déclarants	Nombre de recalculants	
Catégorie I :	64	59	5	92,19%
• Président de la République (pi)	1	1	0	
• Premier Ministre	1	1	0	
• Membres du Gouvernement	62	57	5	
Catégorie II :	213	209	4	98,12%
• Sénateurs	63	61	2	
• Députés	150	148	2	
Catégorie III : Membres de la Haute Cour Constitutionnelle	9	9	0	100,00%
HORS CATEGORIE : CENI	9	9	0	100,00%
TOTAL	295	286	9	96,95%

Tableau 26: Réception des déclarations de patrimoine - Assujettis HCC - Année 2018

1.4.5 -Les secteurs d'activités concernés par la corruption

SECTEURS CONCERNES	Nombre de doléances reçues	Nombre de doléances qualifiées de corruption
Collectivités décentralisées : Communes	421	205
Foncier : Domaine	286	77
Représentation diplomatique et organisation internationale	134	64
Gendarmerie Nationale	230	57
Education	188	51
Intérieur, Administration Territoriale	110	47
Justice : Magistrats	250	45
Environnement et Forêts	63	40
Police Nationale	105	20
Pêche et ressources halieutiques	32	19
Santé	52	18
Institutions de l'Etat et ministères	30	15
Foncier : Topo	35	13
Mines	23	13
Justice : Administration Pénitentiaire	24	11
Secteur privé	47	10
AUTRES	706	210
TOTAL	2736	915

Tableau 27: Répartition par secteur des cas de corruption au cours de l'année 2018

ANNEXE 2

Synthèse du rapport des Comités Consultatifs

2.1.- Mission, mandat et fonctionnement des Comités Consultatifs

Les Divisions opérationnelles des Branches Territoriales sont assistées par des Comités Consultatifs conformément aux termes du décret N° 2008-176 du 15 février 2008 portant réorganisation du BIANCO. La nomination des membres, la composition, le fonctionnement ainsi que les termes de leur mandat sont fixés par décision du Directeur Général du BIANCO.

Les membres des Comités Consultatifs sont nommés par le Directeur Général du BIANCO sur proposition d'une liste établie et présentée par chaque Directeur Territorial.

Les Comités Consultatifs sont chargés, dans leur domaine respectif, de donner des avis sur :

- les rapports relatifs aux investigations qui ont échoué et aux plaintes ne pouvant pas donner lieu à une investigation, préalablement à la prise d'une décision de classement par le Directeur Général ;
- la prévention contre la corruption et les infractions assimilées ;
- les relations avec les citoyens.

Le mandat des membres est fixé pour une année, tacitement renouvelable cinq fois et pour un maximum de six années en poste continu.

La périodicité des réunions des membres des Comités Consultatifs est fixée par décision du Directeur Territorial après accord préalable du Directeur Général du BIANCO. Pour le Comité Consultatif « Investigation », la fréquence de la réunion est d'une fois par mois ou tous les deux mois. Le Comité Consultatif en « Education – Prévention » se réunit tous les trimestres.

2.2.- Composition et membres des Comités Consultatifs

Les Comités Consultatifs sont composés des membres ex-officio et *ès-qualité*. Sont nommés membres des Comités Consultatifs, au titre de l'exercice 2018 :

2.2.1- Branche Territoriale d'ANTANANARIVO

2.2.1.1- Comité Consultatif en Investigation

Les membres ex-officio

- Monsieur le Directeur Général de la Police Nationale, représenté par Madame RAKOTOARISOA Faramalala, Commissaire de Police, Chef de Service Central Lutte Contre la Corruption
- Maître RAHARISON Hubert, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Madagascar
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale, représenté par Monsieur le Lieutenant Colonel RALAIKOTO Hajatiana, Chef de Service Anti-Corruption au Commandement de la Gendarmerie Nationale
- Monsieur le Procureur Général près la Cour d'Appel d'Antananarivo, représenté par Madame RANDRIAMAHEFA Sahondraniaina, Avocat Général à la Cour d'Appel d'Antananarivo,

Les membres *ès-qualité*

- Madame ESOAVELOMANDROSO Faratiana, Professeur Enseignement Supérieur et de Recherches auprès du Département de Droit de l'Université d'Antananarivo
- Monsieur HASIMPIRENENA Rasolomampionona, Directeur Général des Services Fonciers
- Madame RABARINIRINARISON Rindra Hasimbelo, Magistrat, Présidente de la Commission Nationale des Marchés

2.2.1.2- Comité Consultatif en Education - PréventionLes membres ex-officio

- Monsieur RAZAFIMAMONJY Laza Rabary, Directeur Général de la Fonction Publique
- Madame RAKOTONDRABE Noeline, Directeur de l'Administration des Juridictions au Ministère de la Justice
- Madame RAHELINIRINA Vaosolo Esthela, Directeur de l'Office de l'Education de Masse et du Civisme auprès du Ministère de l'Education Nationale
- Monsieur RAKOTO Andriatiana, Directeur de la Législation et de la Valeur auprès de la Direction Générale des Douanes

Les membres ès-qualité

- Madame RAMANAMIHANTATSOARANA Monique, Professeur à l'Université d'Antananarivo
- Monsieur RAJAOFERA Fredy, Président du Syndicat des Industries de Madagascar
- Révérend Père RAHARISON Alain Thierry, Secrétaire Général de la Commission Episcopale de la « Justice et Paix » à Madagascar
- Monsieur RANDRIAMAMORISOA Marc, Directeur de la Recherche et du Contrôle Fiscal au sein de la Direction Générale des Impôts
- Monsieur RASARELY Etienne, Coordonnateur de l'ONESF
- Monsieur RAOILISON Guy, Directeur de l'Administration Minière

2.2.2- Branche Territoriale de TOAMASINA**2.2.2.1- Comité Consultatif en Investigation**Les membres ex-officio

- Monsieur RASIVIARISON Félicien, Procureur Général de la Cour d'Appel de Toamasina
- Colonel JUSTIN Hary Manantsoa Lala Angelo, Commandant Circonscription de la Gendarmerie Nationale de Toamasina
- Commissaire Divisionnaire RAMAMPIANDRY Nicolas, Directeur Provincial de la Sécurité Publique
- Maître RABENJARIJAONA Antonio, Délégué du Bâtonnier

Les membres ès-qualité

- Monsieur Julien VELOTRASINA, Enseignant Chercheur à l'Université de Toamasina
- Monsieur BODA Narison Richard, Enseignant Chercheur à l'Université de Toamasina
- Monsieur RAZAFINDRABE Ernest, Représentant de l'OSC KMF-CONE

2.2.2.2- Comité Consultatif en Education - PréventionLes membres ex-officio

- Monsieur JEAN Noël, Représentant du Directeur Régional de l'Education Nationale
- Madame Olivia RAKOTOARIVELO, Représentant du Directeur Régional de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales
- Monsieur AMABLE André Benjamin, Directeur Inter-Régional du Ministère auprès de la Présidence chargé des Ressources Stratégiques
- Monsieur RAMAHERISON Tolojanahary, Receveur des Douanes.

Les membres ès-qualité

- Monsieur ZOELISON Arthur, Réalisateur Audiovisuel à la TVM Toamasina
- Monsieur RASOLOFONJATOVO Nestor, Directeur de la Radio Télévision FMA
- Monsieur RAKOTOMAHAZO Thierry, Directeur de Transit
- Monsieur BOTO Edmond, Consultant
- Monsieur RABEARISON Frédéric, ex-Directeur Régional de la Santé Publique
- Madame RASOAMANANTENA Marie Ange, Directeur de l'ONG ODDIT

2.2.3- Branche Territoriale d'ANTSIRANANA**2.2.3.1- Comité Consultatif en Investigation**Les membres ex-officio

- M. RAVOAHANGY Yvon Christiano, Procureur Général près la Cour d'Appel Antsiranana
- M. Le Colonel BEHIVOKA Friederch, Commandant Circonscription de la Gendarmerie Nationale Antsiranana
- M. Le Commissaire Divisionnaire TOMBOHASY Christian, Directeur Provincial de la Sécurité Publique Antsiranana
- Maître VELOZANDRY Léonard, Avocat au barreau de Madagascar

Les membres es-qualité

- M. JAODADY Amélien, Inspecteur d'Etat
- Docteur GONVINDJEE Anante, Médecin d'entreprise
- Monsieur DANY BEMALY Elias, commerçant

2.2.3.2- Comité Consultatif en Education - PréventionLes membres ex-officio

- Monsieur OMAR Adrien, Secrétaire Général de la Préfecture d'Antsiranana
- Monsieur TOTOZANDRY Marcellin, Directeur Régional de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme DIANA
- Monsieur MBALO RANAIVO Fidèle, Président du Tribunal Administratif d'Antsiranana
- Monsieur Le Colonel RABIALAHY Solofoson Lucien, Chef du Service des Renseignements auprès de la CIRGN Antsiranana, remplacé provisoirement par Monsieur Le Colonel TALANY Alfred

Les membres es-qualité

- Monsieur JAOZARA Florent, Premier Président de la Cour d'Appel d'Antsiranana
- Monsieur TOTO Judicaël Landry, Président de la Section KMF-CNOE Antsiranana
- Madame RAOELIVOLOLONA RAKOTOBÉ Tefy, Maître de Conférences à l'Université d'Antsiranana
- Monsieur RAJERISIA Denis, Rédacteur en Chef de la RTVM Antsiranana
- Monsieur ISSU Aboudou Houssen, Pharmacien et Leader de la Communauté Musulmane d'Antsiranana
- Révérend Père ZAFISORATRA Simon, Directeur de la Radio Catholique Faniry

2.2.4. Branche Territoriale de TOLIARA**2.2.4.1- Comité Consultatif en Investigation**Les membres ex-officio

- Madame RAZANABAO Julienne, Procureur Général ;
- Général de Brigade RAKOTOBÉ Christian, Commandant la Circonscription de la Gendarmerie Nationale
- Contrôleur Général RAFANOMEZANTSOA Roger, Directeur Provincial de la Sécurité Publique
- Monsieur RAZAFIARISON Eddy Géo, Délégué du Bâtonnier

Les membres es-qualité

- Monsieur TSARAMANDIHY Aristide, Directeur Régional des Impôts Atsimo Andrefana
- Monsieur RAYMOND Daniel, Médecin à la retraite, Consultant au projet Mikolo USAID
- Madame RAKOTONDRAINIVONONA Emilie, Vice Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie
- Monsieur SOJA Vincent Férrier, Enseignant Formateur retraité, représentant la « Justice et Paix » Toliara

2.2.4.2- Comité Consultatif en Education - PréventionLes membres ex-officio

- Monsieur MAHAVITSIKA Helland, Directeur Régional de l'Education Nationale Atsimo Andrefana
- Monsieur RASOLONJATOVO Rajohary Auguste, Directeur Régional de la Fonction Publique, de la Réforme Administrative, du Travail et des Lois Sociales
- Monsieur BISCOTIN Bienvenu Velizy, Chef de la Circonscription Topographique de Toliara
- Monsieur MANANAMA, nouveau Directeur Interrégional des Mines et du Pétrole Toliara

Les membres es-qualité

- Monsieur RAMANATSOA Francis, Président de la Plate-forme Régionale des Journalistes Atsimo Andrefana, Représentant de la Société Civile
- Monsieur CHAN MANE Marcellin Jean Désiré, Secrétaire Général de la Chambre de Commerce, Opérateur Economique, Représentant du Secteur Privé
- Révérend Père RANDRIANIRINA Ghislain, Directeur Interdiocésain de l'Enseignement Catholique de Toliara
- Monsieur ZANTERA MILSON MANOVOSOA, Directeur Interrégional de la Communication et des Relations avec les Institutions Atsimo Andrefana
- Monsieur RAJARISON Marc Eugène, Représentant de la Direction Régionale de l'Elevage Atsimo Andrefana
- Monsieur TATA Eugène, Inspecteur d'Etat, Délégué du Contrôle Financier de Toliara

2.2.5. Branche Territoriale de MAHAJANGA**2.2.5.1- Comité Consultatif en Investigation**Les membres ex-officio

- Monsieur HANONDAZA, Procureur Général près la Cour d'Appel de Mahajanga.
- Monsieur RAKOTOMALALA Fanomezantsoa, Directeur Provincial de la Police Nationale.
- Colonel BEHIVOKA Friedrich, Commandant de la Circonscription de la Gendarmerie Nationale de Mahajanga remplacé par le Général de Brigade BOTO Lucien suite à son affectation.
- Maître MAHATEZA Pascalette, Déléguée de l'ordre des Avocats de Mahajanga.

Les membres es-qualité

- Madame SAJY Julna, Président du Tribunal de Première Instance de Mahajanga
- Monsieur SAID Hassan, Président de Sojabe Mahajanga
- Pasteur ANDRIANARILALA Daniel Hubert, Pasteur de la FJKM Ziona Vaovao
- Monsieur RASOANAIVO Thierry, Président du Groupement des entreprises privées de Mahajanga

2.2.5.2- Comité Consultatif en Education - PréventionLes membres ex-officio

- Monsieur ANDRE Pierrot, Directeur Général de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Mahajanga
- Monsieur TIANDAIZA DINARLY Odilon, Directeur du Centre Hospitalier Universitaire d'Androva.

Les membres es-qualité

- Madame RASOARINDAZA Séraphine, Membre de l'Association Justice et Paix de Mahajanga
- Madame RAZAFINDRAVOLA Jeanne Virginie, Enseignant Chercheur de l'Université de Mahajanga
- Père RAKOTOARIVELO Jean Laurent, Responsable de la Station Radio JRDB Mahajanga

2.2.6 – Branche Territoriale de FIANARANTSOA**2.2.6.1- Comité Consultatif en Investigation**Les membres ex-officio

- RAMANANKAVANA Jean Jacques, Procureur Général Près la Cour d'Appel de Fianarantsoa
- Général de Division RABEARIMAHEFA Andrianjaka, Commandant la Circonscription de la Gendarmerie Nationale de Fianarantsoa
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire LIE, Directeur Provincial de la Sécurité Publique de Fianarantsoa
- Maître RAKOTOARIMANANA Andriantsilavohasina Josué, Délégué du Bâtonnier à Fianarantsoa

Les membres ès-qualité

- Madame LALAONIRINA Jorlin Zaïelle, Administrateur Civil de Classe Exceptionnelle, Secrétaire Générale de la Région Haute Matsiatra
- Madame RAKOTONIAINA Justin Annie, Enseignant Chercheur à l'Université de Fianarantsoa, Société Civile
- Madame BONFANTE RAVAOARISOA Jeanine, Présidente de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Fianarantsoa
- Monsieur RAVELOARISON Anatole, Directeur Interrégional de l'Inspection Générale d'Etat de Fianarantsoa

2.2.6.2- Comité Consultatif en Education - PréventionLes membres ex-officio

- Monsieur RAZAFINDRASALA Andriambaonirina, Directeur Régional de la Fonction Publique de l'Emploi, du Travail et des Lois Sociales
- Madame RAHANTANIAINA Gisèle, Directeur Inter Régional de la Communication et de la Relation Institutionnelle
- Monsieur RANDRIANILAINA Benjamin, Délégué Régional du Contrôle Financier
- Madame RAZAFINDRAHASY Amélie, Directeur Exécutif de l'ONG FIANTSO Madagascar
- Monsieur ANDRIAMAMPIANDRA Mamijaona, Président du Tribunal Administratif

Les membres ès-qualité

- Madame RAMANITRA Andréa, Premier Président de la Cour d'Appel
- Madame VOLOLONARIVO Yolande, Directeur Inter Régional du Ministère en Charge des Projets Présidentiels et de l'Aménagement du Territoire
- Monsieur RAZAFINDRANDRIATSIMANIRY Dieu Donné Marie Michel, Vice-Président de l'Université de Fianarantsoa
- Monsieur MAC HO CHAN Adrien, Gérant de la SOAMAF
- Révérend Père RAMANANDRAIBE Jean Louis, Aumônier de la Commission Episcopale Justice et Paix Diocèse de Fianarantsoa

2.3.- Réalisations et recommandations des membres des Comités Consultatifs

2.3.1- Volet Investigation

Le tableau ci-après récapitule la situation des dossiers soumis pour examen aux Comités Consultatifs en Investigation (CCI) des six (6) Branches Territoriales du BIANCO au cours de l'exercice 2018 :

	TNR	FNR	TMV	MJG	TLR	ANTS	TOTAL
Total des doléances reçues en 2018	568	392	402	379	416	532	2689
Doléances investigables reçues en 2018	243	87	98	99	121	203	851
Doléances non investigables reçues en 2018	325	305	304	280	295	329	1838
Doléances traitées	285	405	410	436	360	581	2477
Doléances transmises aux juridictions	20	28	18	36	20	57	179
Doléances soumises aux membres du Comité Consultatif d'Investigation	42	72	44	93	45	200	496
Doléances classées par les membres du Comité Consultatif d'Investigation	39	72	43	93	45	195	487
Doléances refoulées par les membres du Comité Consultatif d'Investigation pour continuation d'enquête	03	0	1	0	0	5	9
Pourcentage des doléances classées par les membres du Comité Consultatif d'Investigation par rapport aux doléances traitées	13,68%	17,78	11,11%	21,33%	12,50%	33,25%	19,66%
Doléance en instance de délibération par le Comité Consultatif d'Investigation au 31.12.2018	21	98	33	0	42	0	194

Le nombre de dossiers soumis pour examen et les décisions de classement prononcées par les Comités Consultatifs des Branches Territoriales au cours de l'année 2018 sont récapitulés comme suit :

Rubriques	TNR	FNR	TMV	MJG	TLR	ANTS	TOTAL
Dossiers soumis aux CCI	42	72	44	93	45	200	496
Dossiers classés par CCI	39	72	43	93	45	195	487
Pourcentage des dossiers classés par rapport aux dossiers soumis aux CCI	7,14%	100%	97,72	100%	100%	97,50%	98,18%

Le nombre des dossiers soumis aux CCI en 2018 est de moindre par rapport à celui de l'année 2017. Cela a été dû à la diminution du nombre de dossiers traités au niveau du Bureau, 3220 en 2017 contre 2477 l'année précédente. Malgré cette situation, le nombre des dossiers transmis aux juridictions a relativement stagné par rapport à l'année 2018 (179 en 2018 contre 175 l'année 2017). Ainsi, la principale recommandation du CCI est d'accélérer davantage le traitement des doléances reçues auprès du BIANCO.

2.3.2- Volets Education – Prévention – Communication

2.3.2.1- Volet Education- Prévention

En matière d'Education – Prévention, les Comités Consultatifs recommandent ce qui suit :

A propos de la sécurisation du recrutement des Agents de l'Etat :

- Outre l'assistance et appui à la sécurisation de concours administratifs réalisés actuellement, étudier la possibilité d'accompagner le Secteur Public afin de prévenir la corruption relative au recrutement d'Agent non encadré de l'Etat ;
- Renforcer la mobilisation du public/témoins/victimes à dénoncer les faits de corruption ;
- Engager des investigations à partir des informations reçues ou rapportées dans les médias et dans les autres sources afin de sanctionner sévèrement les auteurs de la corruption, réduire l'impunité et renforcer la crédibilité du BIANCO ;
- Renforcer la sécurisation des phases post épreuves des concours administratifs (correction, délibération, publication des résultats) opérées au niveau du quartier général ;

- Faire un lobbying auprès du Ministère chargé de la Fonction Publique pour que toutes les entités organisatrices utilisent le seul logiciel a-harihary mis à jour dans le traitement des données ;
- Intervenir au processus des examens autres que le concours administratif (baccalauréats, BEPC ...)
- Engager la réflexion sur la mise en place d'une agence indépendante chargée de la gestion de recrutement des agents publics.

A propos de la lutte contre la corruption sur les axes routiers :

- Poursuivre les descentes et visites inopinées réalisées pour sensibiliser les acteurs et usagers de la route quant à la LCC (régularisation des papiers, refus de la corruption,)
- Interpeller les hauts responsables sectoriels (GN, PN, CU, ...) à renforcer leur mécanisme de contrôle interne afin de prévenir la corruption, sanctionner les agents corrompus et les encourager à mettre en place les cellules anti-corruption en leur sein ;
- Redynamiser la Commission de Retrait de Permis de Conduire (CRPC) au niveau de la Préfecture ;
- Plaidoyer auprès des autorités compétentes pour la révision à la hausse du taux des amendes pour créer plus d'effets dissuasifs ;
- Mener une campagne de sensibilisation en matière de civisme routier auprès des acteurs et usagers de la route : auto-école, chauffeurs, coopérative, transporteur, ...;
- Intervenir auprès de l'ATT et du CIM sur la délivrance des Permis de Conduire : du contrôle des examens jusqu'à la délivrance, plaidoyer auprès des autorités centrales pour la mise en œuvre des recommandations de l'étude sur l'analyse de risque de corruption dans la délivrance de permis de conduire ;
- Renforcer les formations en LCC pour les éléments des Forces de l'ordre (GN et PN) au niveau territorial.

A propos de la lutte contre la corruption dans les Marchés Publics :

- Assister les dépouillements de dossiers dans les marchés publics, procédés par le FID ;
- Renforcer le système de verrouillage des risques de corruption dans les procédures de passation de marchés publics afin de bien gérer les dépenses et recettes de l'Etat.

A propos de la lutte contre la corruption électorale :

- Voir la possibilité de prévenir la corruption dans l'attribution des Cartes Nationale d'Identité (CNI) par les Délégués Administratifs d'Arrondissement ;
- Plaidoyer en faveur de l'intégration dans le contenu de la Carte électorale le Numéro de série de la CNI et insérer dans la liste électorale les photos (en couleur) des électeurs pour prévenir le faux et faciliter la vérification ;
- Interdire le port de téléphone portable et d'appareil photo à l'intérieur des isolements ;
- Prévoir l'usage des brailles pour permettre aux malvoyants de voter sans intermédiaire ;
- Sensibiliser les électeurs et les candidats sur la loi électorale et préciser le rôle des politiciens durant la période électorale d'où la nécessité de la « Charte d'intégrité » ;
- Collaborer avec les observateurs d'élection (SEFAFI, Justice et paix, KMF-CNOE) qui œuvrent pour le bon déroulement de l'élection ;
- Collaborer avec la CENI et le Tribunal Administratif dans la sensibilisation sur la lutte contre la corruption tout au long du processus électoral.

A propos de la mise en place de la Cellule Anti-Corruption (CAC)

- Accélérer la sortie du décret ministériel sur l'obligation de la mise en place des CAC ;
- Faire respecter les modalités et les procédures de mise en place des CAC dans tous les secteurs ;
- Réfléchir sur la possibilité d'octroyer une carte spéciale pour les comités consultatifs afin de pouvoir facilement intervenir en cas d'irrégularités dans la mise en place des CAC ;
- Renforcer la sensibilisation des responsables étatiques sur la mise en place de la CAC et collaborer avec les organisations de la société civile en vue d'interpeller les secteurs qui n'ont pas mis en place la CAC en leur sein.

A propos de la vulgarisation du Réseau d'Honnêteté et d'Intégrité (RHI)

- Mettre en place au niveau des universités le Réseau d'Honnêteté et d'Intégrité ;
- Étendre le RHI dans les établissements d'enseignement privé ;
- Vulgariser et capitaliser les œuvres et les productions des élèves lors des concours organisés par les RHI par les Branches Territoriales ;
- Plaidoyer auprès du Ministère en charge de l'Éducation en vue de créer une Journée Nationale de RHI comme les journées des écoles ;
- Renforcer la collaboration avec le Ministère en charge de l'Éducation en vue d'activer l'insertion de la dimension anti-corruption dans le cursus scolaire ;

A propos de la Déclaration de Patrimoine

- Encourager les autorités du nouveau Régime à faire leur déclaration de patrimoine conformément à la loi en vigueur ;
- Poursuivre la mobilisation des assujettis légaux et même des assujettis constitutionnels à leur obligation.

A propos de la célébration de la JILCC

- Prévoir une émission radio spéciale en diffusion simultanée sur toutes les chaînes radio de la Ville ;
- Sur la collaboration avec RNM/TVM, organiser les émissions dans des plages horaires à « prime time » (mais pas très tard dans la nuit) de façon à atteindre le maximum d'auditoire ;
- Capitaliser les acquis lors des dernières célébrations par toutes les Branches territoriales.

2.3.2.2- Volet Communication

- Vulgariser auprès des stations Radios et de Télévisions dans les districts toutes les émissions anti-corruption, notamment l'émission « Aok'izay ny kolikoly » produite par le BIANCO ;
- Plaidoyer auprès des organes de presse pour la diffusion gratuite des émissions éducatives en matière de lutte contre la corruption sur les ondes locales et les encourager à produire des émissions et/ou spots locaux ;
- Produire des affiches et des supports de communication en langue malagasy et en dialecte locale.
- Produire des émissions montrant les méfaits de la corruption par le biais de sketches ou des scènes humoristiques qui facilitent la réception de message ;
- Sur la mobilisation quotidienne des citoyens, intensifier les efforts et multiplier les moyens pour toucher le maximum de public.